

FRANCE-FORUM



L'EXPLOSION DE MAI 68

LE POUVOIR ETUDIANT — LES ETUDIANTS ET LES OUVRIERS — LA REVOLUTION ET LE P.C. — CONTESTATION DE L'UNIVERSITE ET DE LA SOCIETE — LE GAULLISME ET LA CRISE DE MAI — GAULLISME ET COMMUNISME — DES BARRICADES AUX ELECTIONS — LES EQUIVOQUES DE LA COLERE — PERSPECTIVES ECONOMIQUES APRES MAI 68 — EROTISME ET SOCIETE DE CONSOMMATION — LA PENSEE DE DANTE ET DE BALZAC — NOTES DE LECTURE

JUILLET - AOUT 1968 - N° 89 - 2,50 F

FRANCE FORUM

COMITE DE DIRECTION :

Etienne Borne, Henri Bourbon

42, bd de Latour-Maubourg, Paris-7^e

C.C.P. Paris 14.788-84. Tél. INV. 24-05

Prix de vente au numéro 2 F 50

Abonnement : 8 n^o par an 20 F

Abonnement de soutien 30 F

Sommaire

89

EDITORIAL

DES BARRICADES AUX ELECTIONS 2

FORUM

LA CRISE DE MAI 68 A TRAVERS LA PRESSE 4

PROBLEMES

LES PERSPECTIVES DE L'ECONOMIE FRANÇAISE
APRES LA CRISE DE MAI,
PAR JEAN FLASSANS 17

QUESTIONS D'AUJOURD'HUI

EROTISME ET SOCIETE DE CONSOMMATION,
PAR RENE PUCHEU 20

ETUDES

LA PENSEE DE DANTE ET DE BALZAC,
PAR ETIENNE BORNE 26

PROPOS DU TEMPS

LES EQUIVOQUES DE LA COLERE,
par ETIENNE BORNE 34

NOTES DE LECTURE

PAR CHRISTIAN AUTEXIER ET CECILE DELANGHE 30

JUILLET-AOUT 1968

Photos : Agence France Presse.

DES BARRICADES

La crise de Mai a mis au jour tant de problèmes jusqu'alors cachés, mal formulés, tenus à distance, désobligeants, peut-être insolubles, qu'on ne saurait approuver le jugement péremptoire d'un des derniers Bloc-Notes. François Mauriac écrit : « La jeunesse étudiante s'est envoyée en l'air avant de disparaître. Encore une fois, elle sait qu'il n'y aura pas de débouché. La jeunesse ne débouche sur rien. »

En réalité, c'est l'inverse qui est vrai. Les mouvements de Mai, étudiant et ouvrier, font déboucher la réflexion sur cet enchevêtrement de crises qui fait le nœud et la trame de notre existence politique et sociale.

Ont été révélées dans la brutalité d'une lumière implacable :

- crise de l'Etat qui se croyait définitivement instauré et que les prestiges de la grandeur ne préservent pas des pires possibilités ;
- crise de l'Université qui mettait en question la relation même enseignants-enseignés, sommée de se renouveler ou de disparaître ;
- crise sociale qui soulevait des problèmes mêlés de niveau de vie des travailleurs et de leur mode de vie dans l'entreprise ;
- crise des formes traditionnelles de la démocratie, ou peut-être de la démocratie elle-même, par laquelle se trouvaient contestées institutions et techniques représentatives, partis de gouvernement et d'opposition, au nom de ce qu'on a appelé le pouvoir étudiant, le pouvoir ouvrier, voire le pouvoir dans la rue ;
- crise de la politique qui était devenue rationnelle, technicisée, apaisée, et qui se retrouve, pour quelques semaines au moins, déraisonnable, passionnelle, lyrique, idéaliste.

Faut-il dire enfin d'un mot que récusent les marxistes, pourtant experts en révolutions, que toutes ces crises culminent dans une « crise de civilisation » qui leur donnerait sens et portée. L'homme moderne doit, en effet, être bien mal à l'aise dans la civilisation, dont il est à la fois l'auteur et le produit, pour lui reprocher les duretés de la compétition, de la contrainte et de la hiérarchie — et c'est la société industrielle — et les facilités d'un bonheur plat et dirigé qui paralyse toute créativité — et c'est la société de consommation .

Les événements hors des mesures communes que nous avons vécus en ce printemps agité ont incontestablement découvert la réalité et la gravité de toutes ces crises ; mais les insurgés et les dissidents de Mai apportaient-ils

AUX ELECTIONS

aussi des promesses de solution et de réponse aux problèmes et aux questions qu'ils avaient la témérité méritoire de soulever et de poser ? Ils se réclamaient d'une multitude de modèles révolutionnaires peu compatibles entre eux, venus des horizons lointains du temps et de l'espace : inspiration quarante-huitarde, proudhonienne, libertaire, fascination du trotskysme, castrisme, guevarisme et maoïsme. Autant de mythes qui permettaient de contester vigoureusement l'ordre établi et de maintenir les combattants dans un état d'exaltation épique, mais qui ne sont pas transposables dans les civilisations qui ont atteint un haut degré de technique, de développement et de rationalité. Civilisations qui portent en elles toutes les crises déjà énumérées, parce que restent en suspens le sort des libertés, le destin des personnes, l'avenir de la culture, vastes enjeux que le verbalisme révolutionnaire de l'ultra-gauchisme compromettrait plus qu'il ne les sauverait s'il était capable de passer de l'imaginaire au réel.

L'élan de Mai valait en lui-même beaucoup mieux que les symboles provocants et hauts en couleur dans lesquels il s'exprimait et qui avaient une portée plus poétique que politique. Compris dans son dynamisme profond, le mouvement de Mai était, parti des cellules vers l'organisme, une volonté de participation, une revendication de responsabilité. Du tissu démocratique se constituait ainsi au niveau de l'atelier, de l'entreprise, du lycée, de la faculté. Mais la vitalité démocratique requiert impérieusement une pensée démocratique dont l'absence, camouflée par les imageries révolutionnaires, fait la principale carence de la révolte de Mai. Une pensée démocratique aurait été sans complaisance pour la démagogie, la surenchère, les démonstrations de violence prise à son propre vertige. Les véhémences incontrôlées retombent au surplus trop vite dans l'inertie et l'amertume...

Il ne faudrait pas croire que la remise en ordre des apparences et les élections gaullistes de Juin signifient dépassement et solution de la crise de Mai. Mais il fallait que le pavé cédât la place au bulletin de vote. La légalité républicaine est en effet la condition nécessaire de tout labeur constructif ; cependant elle ne saurait être à elle seule suffisante.

Avec Mai 68 quelque chose a commencé ; trop près de l'événement nous n'avons pu cette fois qu'en proposer une esquisse rapide qui s'arrête au bord des interrogations. Notre prochain numéro sera consacré à une réflexion qui se voudra plus approfondie sur les deux pages d'histoire contemporaine liées et contrastées que sont l'explosion de Mai et les élections de Juin 68.

Etienne BORNE — Henri BOURBON

LA CRISE DE MAI 68

Che Guevara a dit : « Quand il se passe dans la rue des choses extraordinaires, c'est la Révolution. » Il s'est passé dans la rue à Paris et en province des choses extraordinaires. C'était pendant le mois de Mai. Défilés, manifestations, barricades, émeutes, occupations de facultés et d'usines. Était-ce bien la révolution ou n'était-ce qu'une révolte ? On en débat depuis lors. Les historiens se pencheront plus tard avec une minutie attentive sur les origines, les causes, l'évolution et les résultats de ces semaines haletantes. Révolution, insurrection ou révolte, l'explosion de mai 68 est un événement exceptionnel dont la portée ne peut être encore exactement appréciée. Il faudra quelque recul pour savoir quelles seront les conséquences et les suites d'un phénomène que personne n'avait prévu et qui dément toutes les perspectives. Phénomène qui s'exprime dans un langage influencé par André Breton autant ou plus que par Karl Marx. Mais nous avons pensé qu'un choix de textes, écrits dans l'atmosphère passionnée, effervescente et fiévreuse de ce printemps, présenterait un intérêt réel. Ces textes ne sont pas l'œuvre de leaders du mouvement, mais de journalistes, de sociologues, d'écrivains, qui, au fur et à mesure du déroulement du combat étudiant et des grèves ouvrières, se sont efforcés d'analyser et de comprendre.

Nous avons groupé des extraits d'articles autour de quelques thèmes qui nous ont paru caractéristiques, et ainsi s'est réalisé de fait un Forum où opinions et jugements se répondent ou s'opposent. Nos remerciements vont aux auteurs de ces articles dont les passages ci-après ont permis de constituer ce dossier d'information et de réflexion.

Henri Bourbon.

L'AFFRONTEMENT

En vingt jours, de Cohn-Bendit à de Gaulle, une Révolution. Elle installe dans un Paris un raccourci de continents et de siècles. La France est chinoise dans les sous-sols de la Sorbonne, cubaine au Boul'Mich', russe dans certaines usines, yougoslave dans d'autres, bleu-blanc-rouge sur les Champs-Élysées. La Révolution de 1789 retrouve un tiers état : la jeunesse. Celle de 1848 délègue ses fouriéristes. La Commune envoie ses Gervais. On cherche des Kérénskys. Pour finir, on retrouve de Gaulle. Les 13-Mai, en dix ans de distance, se regardent l'un l'autre dans le miroir de l'Histoire.

Durant ces trois longues et nerveuses semaines, la guerre civile a vaguement rôdé autour de Paris, avec son cortège de peurs, de rumeurs et de déraison. À la fin de la semaine passée, alors que trois pouvoirs de fait, celui du régime, celui des ouvriers et celui des étudiants, poussaient tour à tour dans la rue, par centaines de milliers, les pièces gigantesques d'un jeu d'échecs dramatique, le pire était évité.

- D'abord, parce que la haine n'était pas dans la majorité des cœurs. « La Marseillaise » et « l'Internationale » se répondaient encore sans hargne dans des cortèges pacifiques.

- Ensuite, parce que la province atténuait les soubresauts de la guerre des deux rives parisiennes.

- Enfin, parce que la gauche de François Mitterrand, et d'abord le Parti Communiste, se refusaient avec constance au cycle infernal de l'illégalité et de l'insur-

rection. Quant au général de Gaulle lui-même, derrière la raideur de son apostrophe, il retirait son référendum-plébiscite et acceptait — enfin — ce que tous désiraient : la sanction prochaine du peuple par élections d'un nouveau Parlement. L'affrontement passerait de la rue aux urnes. Ou du moins tenterait d'y passer.

Bilan évident — et sain — des défaites : défaite d'un pouvoir qui doit se résigner à partager le peuple français en vainqueurs et en vaincus ; défaite d'un système politique ou plutôt de ses abus ; défaite d'une société inapte à inventer une démocratie moderne, dans la nation comme dans l'entreprise ; défaite d'appareils politiques de tous bords coupés de leurs jeunessees ; défaite d'une économie et d'un prestige nationaux gravement blessés par la crise. Mais, comme dans chaque révolution, ce qui meurt a moins d'importance que ce qui naît. Et des idées sont nées, fiévreuses mais fortes. L'électrochoc de la révolte étudiante aura agi sur la société française.

Sans doute pour plus d'un jeune révolté des barricades, il y aura du désenchantement, sinon du désespoir, à voir « sa » révolution se coucher dans les draps anonymes du suffrage universel. Et les affiches de l'insurrection se mettre à l'encan des collectionneurs. Mais Cuba n'est pas un modèle de société pour la France. Et sous les fusains des « enragés » de Nanterre, c'est peut-être sans qu'ils le sachent un nouveau dessin de la société politique qui se cherche.

Claude IMBERT.
L'Express, 3 juin.

I. - Le pouvoir étudiant

André Fontaine :

Le blocage des possibilités d'ascension, et surtout des possibilités d'ascension rapide, intervient au moment où le déclin de la cellule familiale, la liberté des mœurs, le progrès des moyens d'information, abaissent considérablement l'âge sinon toujours de la maturité, du moins de la majorité mentale. Le développement considérable de l'enseignement supérieur multiplie le nombre de ceux qui jugent naturel que leurs talents trouvent à s'employer et parfaitement scandaleux qu'un diplôme qu'ils auront mis des années à acquérir ne leur donne droit, dans la meilleure hypothèse, qu'à prendre bien sagement leur place au bas d'un escalier dont ils ne graviront que très lentement les échelons. La patience et la résignation n'étant pas, heureusement, les vertus principales de la jeunesse, non plus que, malheureusement, la générosité et l'esprit d'entreprise celles de l'âge mûr, il est fatal que beaucoup d'ardeurs cherchent à s'employer de manière plus rapide et plus efficace.

Le slogan du « *student power* » -- du pouvoir étudiant -- résume leur ambition. Il s'agit d'opposer au pouvoir en place, pour le faire composer et au besoin le déloger, un autre pouvoir dont les événements de ces derniers temps montrent qu'il n'est pas un vain mot : si le régime gaulliste a failli chanceler, si M. Dubcek a remplacé M. Novotny, si M. Hariman est actuellement en train de négocier à Paris, si le gouvernement allemand parle de lutter contre l'abus concentration de la presse, c'est parce que le pouvoir étudiant a montré sa réalité et sa force.

Cette force maintenant à l'initiative.

Le Monde, 13 juin.

Raymond Aron :

Le gouvernement a multiplié les fautes, mais M. Cohn-Bendit, que la presse et la radio transfigurent en personnage historique, ne me paraît pas, pour autant, un rénovateur de l'université française.

Quand les policiers répriment brutalement les manifestations d'étudiants, la sympathie de tous s'adresse naturellement à ces derniers. (Quand les manifestants appartiennent à la classe ouvrière, les parents d'étudiants réagissent-ils toujours de même ?)

En un sens, par définition, les jeunes ne peuvent pas ne pas avoir raison : ils auront le dernier mot et ils expriment, par leurs propos ou plus encore par leur action, les sentiments qu'ils éprouvent à l'égard du monde et des hommes en place.

Mais quand j'ai rencontré à Berlin, en janvier dernier, les étudiants berlinois en colère, je n'ai pu me défendre d'évoquer les étudiants en colère de 1930 et de 1931, que j'avais connus quand je venais juste de passer de l'autre côté de la barricade. Eux aussi, me disait-on à l'époque, avaient nécessairement raison puisqu'ils représentaient l'avenir (celui-ci a eu pour nom Hitler). Déjà, le professeur Marcuse, grand-père des enrégimés d'aujourd'hui, opposait un refus catégorique au régime existant (à l'époque, la république de Weimar). Sur quoi débouchera la révolte des étudiants, à supposer qu'elle débouche sur quelque chose ?...

Faut-il confondre toutes les révoltes, celle des étudiants espagnols privés de droits dont jouissent les étudiants français, celle des étudiants américains qui dénoncent la guerre du Vietnam, celle des étudiants tchèques ou polonais qui aspirent à des libertés qui, à Paris ou à Berlin, ne sont « contestées » que par les plus ardents parmi ceux qui « contestent » l'ordre établi ? J'entends bien la réponse des étudiants : avec ou sans libertés, leur sort ne change pas, ni leur « aliénation », ni celle de la société tout entière...

Le Figaro, 15 mai.

Pierre Emmanuel :

Ce que demandent les étudiants, c'est une Université ouverte. Or qu'arrive-t-il ? La Sorbonne devient leur place forte et leur lieu d'asile, en attendant d'être leur Montségur. Cette révolte des orphelins que constitue la colère estudiantine contre une société qui maintient en tutelle tant de jeunes esprits frustrés dans leur besoin d'initiative, toute l'élite dirigeante en a peur, au gouvernement et dans l'opposition...

Je n'aime pas le mot de révolution : je sais trop quelle escroquerie irréparable il recouvre. Il me répugne de le voir employé aujourd'hui par tant d'arrivistes et de profiteurs de l'ancien système, qui le seront aussi du nouveau. Je n'aime pas davantage les mots pouvoir étudiant. Ils ne signifient rien qu'une nouvelle ty-

rannie en germe. Tout le verbalisme en cours dans cette énorme fourmière éclatée qu'est l'Université française peut être demain cyniquement utilisé au profit d'une dictature quelconque. Ce ne serait pas la première fois que l'autonomie de l'Université conduirait à un régime totalitaire...

Le seul remède n'est pas de réformer d'en haut l'Université, mais d'offrir formellement aux étudiants et aux jeunes universitaires la chance unique de déboucher sur un espace réel : c'est-à-dire la chance de mettre en chantier, avec le gouvernement quel qu'il soit, avec les représentants des grandes forces du pays et ceux de la culture vivante, cette Université de l'avenir qui pourrait servir de creuset et de modèle pour le monde occidental.

Le Monde, 29 mai.

Edgar Morin :

C'est la première fois que, dans une société occidentale économiquement évoluée et politiquement libérale du XX^e siècle, un mouvement à la fois spécifiquement étudiant et spécifiquement juvénile déclenche un vaste mouvement dans toute la société. Cela laisse présager le rôle que joueront jouer : a) la jeunesse, en tant que force de rupture, de rébellion et de rénovation, que laissait entrevoir le phénomène *hippy* ou *beatnik* aux Etats-Unis, *provo* aux Pays-Bas, etc., dans la société moderne) ; b) l'Université qui, grossie bientôt de près de la moitié de la population juvénile, se trouvera, comme l'a bien indiqué Alain Touraine, au centre-noyau des problèmes de la société ; c) l'intelligentsia, qui réagit avec de plus en plus de virulence d'une part contre l'organisation techno-bureaucratique à laquelle elle se trouve partiellement enchaînée, d'autre part contre la vie bourgeoise elle-même. Le moteur énergétique des futures mutations semble donc être dans l'alliance de l'intelligentsia et de la jeunesse, dans les grandes et multiples concentrations universitaires.

Le Monde, 6 juin.

Michel Bosquet :

« Le pouvoir est dans la rue », cela veut dire qu'on ne s'en remet plus à l'Etat-providence. On croit à sa propre force. Plutôt qu'à des réformes édictées, appliquées et contrôlées d'en

haut, on croit désormais aux réformes imposées, appliquées et contrôlées d'en bas — par le pouvoir étudiant, par le pouvoir ouvrier — tout au long de leur exécution.

La revendication de la cogestion universitaire, du pouvoir (ou contrôle) ouvrier sur les lieux de travail, de la démocratisation de l'Université, de l'entreprise, des régions n'est rien d'autre. Il s'agit de la volonté

collective des individus « d'autodéterminer » les conditions, le contenu et la nature de leur travail, de leur vie sur les lieux mêmes où ils sont rassemblés et où ils peuvent peser collectivement, à tout moment. Sans ce pouvoir, il n'est pas de réforme, si « progressiste » soit-elle, qui ne renforce finalement la domination d'un appareil central et la sujétion des « citoyens ».

Pouvoir ouvrier, pouvoir étudiant : pour quoi faire ? Eh bien, pour adapter les conditions, les méthodes et les contenus du travail dans les lycées, les facultés et les entreprises aux besoins et aux aspirations des individus, tels que ces besoins et ces aspirations se définissent dans un *libre débat collectif*.

Le Nouvel Observateur, 22 mai.

II. - Etudiants et ouvriers, révolution et P.C.

Raymond Aron :

Les étudiants, les Geismar et Sauvageot, le P.S.U. et les intellectuels, grands et petits, éternels nostalgiques d'un bouleversement salvateur, peuvent détruire et, au cours de ces dernières semaines, ils ne s'en sont pas privés. Certaines de ces destructions ouvrent la voie de l'avenir.

Mais proudhoniens ou poujadistes, romantiques ou cyniques, spontanés ou manipulés, maoïstes ou fidélistes, héritiers de 1848 ou imitateurs d'une Chine plus rêvée que connue, les révolutionnaires de mai travaillaient au profit de l'un ou l'autre des deux « partis de l'ordre ». Le parti bourgeois leur témoignera plus d'indulgence que le parti communiste ne leur en témoignerait le jour où il jugerait son heure venue.

Beaucoup de révolutionnaires accuseront le parti communiste d'avoir « trahi la révolution ». Le parti communiste n'a pas besoin de moi pour se défendre, mais je voudrais plaider qu'en résistant au vertige, il agissait dans son propre intérêt bien compris — comme dans celui de tous les Français.

Libre aux irresponsables de préférer le régime castriste au régime français et d'agir de leur mieux pour ramener celui-ci au niveau de celui-là (même les « révolutionnaires » de la Sorbonne ou du P.S.U. y parviendraient malaisément). Les communistes, eux, savent qu'une fois maîtres de l'Etat, ils auraient la responsabilité d'un système extraordinairement complexe et fragile. Les masses ne toléreraient pas l'appauvrissement qu'entraîneraient le désordre dans la rue et l'anarchie dans les usines. Les ouvriers souhaitent, en même temps qu'une « participation » accrue, une amélioration de leur niveau de vie. Avant de mépriser la société de consommation, il faut en recueillir les avantages, si dérisoires que ceux-ci apparaissent aux idéalistes (qui ne

sont pas tous prêts à s'en passer). Les communistes français n'ont pas renoncé à l'instauration, en France, en un avenir plus ou moins lointain, de leur règne.

Le Figaro, 4 juin.

Edgar Morin :

Le double caractère de tradition et d'avant-garde de cette révolution se trouve lié au fait que l'avant-garde étudiante, souffrant déjà des maux de la société de « bien-être », a fait sa révolte et a suscité la révolte populaire en parlant le langage de la révolution prolétarienne marxiste, s'habillant d'ouvriérisme au départ pour masquer sa nudité agressive et timide, puis utilisant le trotskisme-léninisme comme dialectique de révolution permanente. La liaison étudiant-ouvrier n'a pas fait que retrouver l'alliance des journées de 1830 et 1848 : elle a organisé et entredynamisé la liaison entre l'aspiration révolutionnaire d'Occident de la première et de la seconde moitié du XX^e siècle. L'énergie extrême de mai 1968 tient dans cette liaison à la fois réelle, effective et mythologique étudiant-ouvrier.

De plus, le double caractère, ancien et nouveau, de mai 1968 trouve sa source dans la révolte archaïque, c'est-à-dire principielle et fondamentale, que déclenche toute brèche profonde dans la digue qui comprime les énergies humaines pour les transformer en travail et obéissance. C'est à partir de cette révolte fondamentale qu'ont pu s'exprimer ensemble, mêlées, les révoltes contre la société capitaliste et contre la société technobureaucratique, la revendication au bien-être et la revendication de l'au-delà du bien-être. Ainsi, en mai 1968, ce qui est opprimé dans la nouvelle société bourgeoise donne la parole à ce qui l'est dans l'ancienne (l'ancienne et la nouvelle étant encore profondément engagées, mêlées

l'une dans l'autre) et parle le langage commun et équivoque de l'oppression. Une révolution prématurée se mêle à une révolution tardive. Une équivoque (féconde ou tragique, on le verra au terme de l'aventure, et sans doute à la fois féconde et tragique) noue et oppose la part de la conscience ouvrière qui veut s'intégrer dans le monde bourgeois à la part de la conscience étudiante qui veut désintégrer le monde.

Le Monde, 6 juin.

Guy Michaud :

La revendication en faveur de la liberté et de l'esprit critique paraît bien être au cœur de la révolte des étudiants, et il n'est pas étonnant que le modèle soviétique ait pu, à beaucoup d'égards, leur paraître entaché des mêmes tares que le modèle américain. En parvenant à l'âge adulte, la génération née au lendemain de la deuxième guerre mondiale constate ainsi l'échec de la génération précédente et son impuissance à répondre aux véritables exigences de l'homme et au défi de l'histoire. Il est naturel qu'elle se tourne alors vers des expériences nouvelles comme celles de Cuba ou de la Chine maoïste. On s'est demandé si la révolution culturelle chinoise avait inspiré le mouvement étudiant. Il n'est pas douteux que certains groupes pro-chinois ont joué à cet égard, à l'intérieur ou en marge du mouvement, un rôle de ferment. Mais, plus généralement, les étudiants ont trouvé dans l'exemple de la Chine la révélation d'une vérité que le marxisme avait en grande partie méconnue jusque-là : c'est qu'il ne saurait y avoir de véritable révolution économique et sociale sans que celle-ci soit accompagnée d'une révolution culturelle, c'est-à-dire d'abord d'une révolution des consciences et d'une profonde transformation de l'homme.

Tout a commencé le 3 mai 68 avec l'entrée de la police dans la Sorbonne.

Mais la caractéristique essentielle du mouvement étudiant français est sans doute d'avoir entraîné à sa suite la classe ouvrière et d'avoir su la convaincre que travailleurs et étudiants défendaient une cause commune : celle d'une société sans classes et véritablement démocratique. Or les étudiants de 1968, qui ont appris leur histoire nationale, ont constaté que depuis 1789 les choses n'avaient guère changé en France, qu'en dépit de 1848 et de 1871 la bourgeoisie était toujours au pouvoir, et qu'au cours de notre siècle ni les syndicats ni les partis qui s'affirment ou se sont prétendus marxistes n'avaient su faire que dix millions d'ouvriers fussent vraiment des citoyens à part entière et eussent accès aussi facilement que les autres à tous les degrés de l'enseignement, et, par là, aux leviers de commande comme à la culture. Tel est le sens de la grève générale à laquelle Daniel Cohn-Bendit, à la fin de la nuit des barricades, appelait tous les travailleurs et qui a paralysé le pays durant plusieurs semaines. Tandis que leurs cadres politiques et syndicaux s'obstinaient à parler de revendications, ils ont commencé à leur tour à contester le régime et le système social, et le dialogue noué entre eux et les étudiants à la faveur des occupations de facultés et d'usines est loin d'être étranger au dur-

cissement de la grève. Mais ce dialogue lui-même, en s'effectuant à la base, en dehors de la bureaucratie cégétiste et communiste dont il dénonçait la sclérose, achevait de remettre en cause les anciennes structures.

Le Monde Diplomatique, juin.

Roger Caillois :

Les « enrégés » réclament la formation d'un pouvoir parallèle, innombrable et insurrectionnel. Ils placent leur espoir dans les barricades et imaginent, par l'effet d'une propagation vertigineuse et paralysante de cette semi-anarchie, dont chacun a senti la terrible puissance, faire chavirer l'ensemble de la société. Le parti communiste et les syndicats ouvriers n'ont nullement crié, comme naguère, « les Soviets partout », qui était pourtant à peu près ce que les intransigeants proposaient. Ils ont invité au contraire leurs adhérents à se défier de l'« aventurisme », comme si la révolution, au sens plein du mot, pouvait ne pas être une aventure, et même une aventure risquée. « Aventurisme » apparaîtra comme le mot-clé de Mai 1968.

Le Monde, 13 juin.

Claude Roy :

...Les étudiants ont su redonner une idée oubliée à la classe ouvrière, celle du recours à la force. Mais s'ils ont donné une idée, ils ont aussi inspiré une méfiance. Pour les dirigeants ouvriers, ce sont des libertaires anarchisants. Pour la masse des travailleurs, ce sont des fils de bourgeois en colère. Pour les militants ouvriers, le « camp retranché » du quartier Latin oppose les fils de la classe dirigeante à leurs pères, ce qui, en gros, est vrai. Une barricade ouvrière à Billancourt serait probablement attaquée à la mitrailleuse. Une barricade étudiante est enlevée aux gaz et à la matraque...

Le Nouvel Observateur, 30 mai.

André Malraux :

La jeunesse a-t-elle suffi à établir le pont entre nos étudiants révoltés et nos ouvriers grévistes ? Il semble bien que les jeunes aient joué un grand rôle, ces temps derniers, dans les usines. En marge de l'action disciplinée de la C.G.T., nous trouvons une exaltation insolite : trotskystes et maoïstes, castristes, nihilistes, et tout le sombre peuple du drapeau noir...

La rencontre de l'élément jeunesse et de l'élément prolétariat est un phénomène sans précédent.

III. Contestation de l'Université et de la Société

Jean-Jacques Fouché :

On emprunte à Rimbaud des slogans : « changer la vie », « il faut être résolument moderne » ; pour la bourgeoisie, il n'y a là que crises de jeunesse, alors qu'il faut en fait y voir luttes de classes. Le malaise conduit au malentendu. Le propre du libéralisme, c'est de développer en son centre des ferments révolutionnaires, en croyant à la puissance de la raison qui doit se manifester dans la force du « sens commun » pour provoquer le Respect ; l'Université libérale s'enracine dans l'Humanisme, et en même temps, elle donne les moyens théoriques de le contester.

La crise de l'Université est la crise de la pensée occidentale, ou du moins elle en est une des péripéties essentielles. Les bons esprits sont bien naïfs d'aller croire que l'apprentissage et l'exercice de la pensée sont politiquement innocents...

L'agitation, encore que le mot soit impropre, est fondée sur l'irrespect absolu ; une volonté de saccager les valeurs. A l'intérieur de l'Université, on va « dévoiler » les failles de « l'humanisme libéral », en le compromettant d'une manière radicale avec les forces les plus évidentes de la répression : les polices.

Il s'agit, tactiquement, de montrer les parentés entre des structures qui, apparemment éloignées, exercent à la fin du compte des activités répressives à différents niveaux. D'où la mise en évidence des structures non démocratiques de l'Université tant dans son recrutement, ce qui est une opération aisée, que dans son fonctionnement.

C'est la critique de la relation pédagogique : on passe de là à une critique de la fonction et de la finalité, ce qui ramène inmanquablement à la contestation globale de la société. Au passage, les examens ont été dénoncés, étant entendu que les examens sanctionnent une réussite dont socialement on peut très bien refuser la définition...

Réforme, 11 mai.

Pierre Emmanuel :

Spectaculaire en ce moment en France, la crise de l'Université est générale dans les sociétés occidentales les plus évoluées. Ce qui un peu partout se détraque, ce n'est pas seulement la machine à fabriquer les

peaux d'âne : c'est la machine à perpétuer certaines valeurs. La société occidentale, malgré son autosatisfaction apparente devant l'élévation régulière de son niveau de vie, ne croit plus en elle-même — elle est subie, plutôt qu'assumée, par la grande masse de ceux qui en sont les bénéficiaires, modestes mais réels. Ses « élites » — si elle en a — l'invitent en vain à se créer sa propre « transcendance ».

Un conditionnement perpétuel et hypocrite — mettant l'accent sur la jeunesse comme symbole de l'appétit de consommation — camoufle cette vérité fondamentale que notre identité se constitue par notre effort continu dans la durée, de la naissance à la mort. Malheur aux vieux dans cet univers de faux jeunes ! La notion de jeunesse comme absolu — et par là même comme abstraction vidée de sens — est un mythe hypertrophié par la société de consommation, et qui se retourne contre elle. Peu importe que la jeunesse estudiantine jouisse ou non de toutes les commodités du bien-être — et dans sa grande masse elle est bien loin d'en bénéficier — c'est de son être qu'elle ne jouit pas, et elle en souffre.

Sur une palissade, face au Sénat, j'ai lu : « La culture, c'est l'inversion de la vie ». La formule est gauche, mais on entend bien ce qu'elle veut dire. C'est : « La vraie vie est absente », de Rimbaud. Un peu plus loin, sur un mur, cette sommation naïve : « Créez ! » Ainsi, à l'acquisition de la culture, processus de sclérose, est opposée l'expression spontanée, à l'intérieur de la situation du moment, de cette fureur de vivre, ou plutôt d'être, qui travaille une jeunesse dont l'énergie est maintenue sans objet par des études abstraites en lieu inhospitalier.

Si diverses qu'aient été les forces en lutte ces derniers jours, la volonté des étudiants de conquérir l'Université était légitime. Ce qui ne l'est pas, c'est la prétention de certains, non point d'en faire un des lieux où s'exercerait dans la liberté et la tolérance la critique de la société qui l'entoure, mais l'instrument essentiel d'une subversion sociale sans autre fin qu'elle-même, le totalitarisme de la table rase devenant la condition préalable d'un improbable millénium.

Les Nouvelles Littéraires, 16 mai.

André Fontaine :

S'il existe, de part et d'autre du rideau de fer, un fonds commun à la révolte étudiante, c'est le procès général de la société contemporaine. Seule une minorité, dans la plupart des cas, l'exprime de manière cohérente et déterminée ; c'est la répression qui, en faisant naître, par réflexe naturel, la solidarité a développé chez beaucoup qui n'y avaient peut-être pas pensé antérieurement le sentiment qu'une transformation radicale, voire révolutionnaire, des structures était nécessaire.

Cette revendication n'est pas entièrement nouvelle. A moins d'avoir le cœur naturellement bien sec, il faut avoir subi les blessures et la fatigue de la vie pour se résigner à vivre dans un monde imparfait, à fermer les yeux sur les injustices fondamentales, souvent monstrueuses, qu'il comporte, à profiter du confort sans trop penser à l'inconfort des autres, à accepter enfin cet « ordre établi » qui n'est la plupart du temps, selon le mot d'Emmanuel Mounier, qu'un « désordre établi ».

L'étudiant est né pour la contestation...

Ce qui est nouveau dans le mouvement actuel, c'est donc moins sa nature profonde que son universalité et l'ampleur comme la rapidité de son extension. Il est tout de même assez extraordinaire qu'à quelques semaines de distance les étudiants aient manifesté leur hostilité au pouvoir à la fois dans la Pologne de Gomulka et l'Espagne de Franco, dans l'Égypte de Nasser et la France de de Gaulle, dans la Tchécoslovaquie de Novotny et les États-Unis de Johnson, dans l'Italie de l'ouverture à gauche et dans la Yougoslavie de l'auto-gestion...

« Le temps des grandes choses morales est passé », disait Thiers, l'un des fondateurs de l'ordre bourgeois, il y a déjà plus de cent ans. La révolte des étudiants prouve qu'il avait tort.

Le Monde, 13 juin.

Edgar Morin :

Il est paradoxal — mais, dans le fond, c'est le même paradoxe que 1789, où la France n'était nullement à la tête de l'évolution économique-sociale — que ce soit ici et non aux États-Unis ou en Allemagne, par

exemple, que se situe finalement la révolution-modèle la plus avancée — du moins à son stade de mai 1968, car cet extrême avancement peut provoquer aussi l'extrême régression par une dialectique dont l'histoire de France est coutumière. Il reste qu'on fait les mécontentements nouveaux, plus faibles qu'ailleurs, et mal dégagés des mécontentements anciens, en remettant ceux-ci en virulence, se sont fait pousser en avant par ces mécontentements anciens bien plus loin qu'ils n'avaient jamais été ailleurs. Ainsi le coup de grisou politique réintroduit dans le monde moderne, dans les pays prospères, des ferments traditionnels de contestation qui, travaillant le terrain nouveau, s'y modifiant et le modifiant, pourraient hâter les mutations du vingtième-vingt et unième siècle, si toutefois l'humanité arrive à cette date sous une forme quelque peu civile.

En juillet 1789, nul ne savait que l'on prenait la Bastille pour fêter le 14 juillet, c'est-à-dire pour faire une révolution républicaine, laïque et bourgeoise. Qu'annonce le 3 mai 1968, jour de la chute de la Bastille universitaire ?

Le Monde, 6 juin.

Roger Priouret :

Il y a eu, dans la révolte des étudiants, du verbiage, de la phraséologie sentencieuse, des gestes d'irresponsables. Derrière tout ce qui a pu choquer les adultes mais les contraindre à réfléchir, il reste quelque chose d'essentiel et de positif : le refus de l'usager d'admettre que la vie de l'Université continuât de dépendre en totalité d'une centralisation uniformisatrice et de la hiérarchie mandarinale des professeurs ; la volonté des jeunes citoyens de dire leur mot dans la vie et le contenu intellectuel d'une institution qui doit les façonner. Les étudiants ont, avant tout, voulu mettre un peu de démocratie dans une partie de notre société française qui n'était pas du tout démocratique, même si la majorité des universitaires se classe à gauche.

La contagion est venue d'une réaction aussi saine que celle des étudiants. Beaucoup de Français ont constaté que leur vie était largement conditionnée par des décisions qu'ils auraient pu parfois contribuer à prendre et dont ils auraient dû toujours être informés d'une façon explicative.

L'Express, 27 mai.

Raymond Aron :

L'explosion ne se serait pas produite si les mécontentements, les revendications ne s'étaient pas accumulés sans que le pouvoir en prit une claire conscience...

L'incendie, même allumé par des groupuscules révolutionnaires, n'aurait pu s'étendre s'il n'avait trouvé des matériaux inflammables. Drapeaux rouges et drapeaux noirs demeurent symboles d'espoirs vagues et illimités. Etudiants et ouvriers conserveront, une fois de plus, un souvenir radieux de ces jours de grève, de fête, de cortèges, de discussions sans fin, d'émeutes — comme si l'ennui de la vie quotidienne, l'étouffement par la rationalisation technique ou bureaucratique exigeait, de temps à autre, un soudain défoulement, comme si les Français ne sortaient de la solitude que dans le psychodrame révolutionnaire (ou pseudo-révolutionnaire). La participation, mot vague mais idée-force, exprime l'aspiration à une vie communautaire que notre société, hiérarchisée et cloisonnée, juxtaposition de privilèges, n'offre aux Français que dans les brefs instants de l'illusion lyrique.

Le tremblement de terre a-t-il, cette fois, ébranlé les structures au point de rendre possible non la substitution d'une bande à une autre, mais des réformes, prosaïques à coup sûr, mais plus authentiques que celles dont rêvent les intellectuels en délire et les communistes en attente ?

Le Figaro, 5 juin.

Michel Crozier :

Ce ne sont pas seulement les mythes du pouvoir gaulliste qui se sont effondrés, comme le dit la gauche, ce ne sont pas non plus les mœurs de la classe politique, comme on disait dans les clubs, c'est quelque chose en nous de plus profond, l'image que nous nous faisons de la responsabilité, de l'initiative, du rapport de commandement.

La crise que nous venons de vivre nous atteint plus que les apparences; la réponse que nous lui donnerons décidera pour longtemps de l'avenir de notre société.

Il faut que la société française change. Elle ne peut s'adapter au monde moderne que si elle accepte enfin de changer. Qu'on m'entende bien. Il ne s'agit pas de créer les conditions suffisantes pour qu'augmentent régulièrement le produit national brut et le standard de vie :

il s'agit de notre capacité à demeurer vivant et créateur.

Mais, jusqu'à présent, on n'a envisagé le changement que dans sa substance économique, et le mode de changement que l'on a cherché à introduire était un mode de changement technocratique. L'élite française, économique ou intellectuelle, révolutionnaire ou libérale, a refusé de reconnaître que la première condition du succès dans cette entreprise, c'était le changement de son style d'action, de ses modes de raisonnement, de sa prétention aristocratique à tout savoir, à tout planifier, à ne laisser aucune initiative à une base que l'on ne consulte jamais que pour la forme.

Tant que nous obéirons à ces traditions, nous ne saurons jamais changer que sur le modèle technocratique d'abord, et sur le modèle des crises et des révolutions ensuite, les deux temps du cycle étant aussi indissolublement liés que l'alternance traditionnelle de l'autoritarisme et de l'anarchie.

La crise de mai est le plus bel exemple de l'explosion révolutionnaire à la française, quand l'effervescence individuelle trop longtemps accumulée brise enfin la résistance de tous les groupes à tout changement. Elle est aussi l'exemple en raccourci de l'incapacité du mouvement révolutionnaire à briser les contradictions contre lesquelles il s'était développé.

Le Figaro, 21 juin.

Jean-Jacques Servan-Schreiber :

Le formidable mouvement des étudiants et des ouvriers n'est pas principalement un mouvement de revendications matérielles. Il y a certes toujours des revendications latentes de niveau de vie qui ont pu trouver dans la contagion insurrectionnelle l'occasion de se manifester. Mais elles n'expliquent ni le débordement, si rapide, si naturel, des étudiants sur les ouvriers.

Il n'est pas « socialiste » au sens traditionnel et dogmatique du terme. Il ne réclame pas l'instauration d'une « démocratie populaire ». Ce qu'il met en cause, ce n'est pas la propriété, qui est traitée comme un problème accessoire, mais au premier chef, le *pouvoir* et l'autorité. Il ne cherche pas à s'emparer des moyens de production, mais des centres de commandement. Tout se passe comme si ceux qui y participent avaient compris que l'enjeu crucial des luttes

modernes n'était plus la propriété, mais, vraiment, le pouvoir.

Ce mouvement est d'abord une mise en question radicale des formes présentes de l'autorité — à la limite de toute autorité. On y distingue une manifestation classique du démon français de l'anarchie, qui n'est encore une fois que l'envers de l'autoritarisme, à la fois sa cause et sa conséquence. Mais on y distingue aussi le contraire : une exigence de dignité qui conduit naturellement à une candidature aux *responsabilités*.

Deux actions sont urgentes : éviter à la France le désastre du sous-développement, et conquérir une démocratie qui n'a jamais été vécue par la masse des Français.

L'une et l'autre visent les mêmes buts. Nous donner à nous-mêmes une prise sur notre destinée et mettre ce pays en état de s'ouvrir, enfin, à la seconde révolution industrielle.

L'Express, 27 mai.

Jean Daniel :

Le mouvement qui est né ces jours derniers n'appartient évidemment à personne. S'il appartient à qui que ce soit, c'est aux jeunes étudiants et ouvriers qui l'ont déclenché, porteurs d'un message dont ils ignorent parfois la signification, et qui ont rendu ce mouvement contagieux. Or il est clair que ces jeunes gens ont mené à bien leur entreprise en dehors de toutes les organisations officielles de l'opposition, en marge des partis, des clubs et des écoles, loin des dirigeants, des guides et des « maîtres à penser ». Ils récusent, de ce fait, toutes les églises et toutes les orthodoxies. Ils mettent en question non pas, comme on le dit hâtivement, ce qui vient des « anciens » ou des « vieux », mais tout ce qui vient du « sommet ». La mythologie gaulliste dont ils nous ont délivré est moins celle du Mal que celle du Père. Le paternalisme est ressenti par eux comme aussi oppressif que le despotisme. L'effervescence qu'ils ont suscitée et qu'ils entretiennent dans les universités et dans les usines, les jeunes gens ne pensent pas qu'elle soit nécessairement supérieure à tel ou tel ancien système, mais ils estiment qu'elle est la leur, qu'elle vient d'eux, qu'elle les exprime, qu'elle leur permet de s'affirmer et d'accéder enfin à la responsabilité.

Le Nouvel Observateur, 30 mai.

Albert Finet :

La fête qui n'a rien à voir avec les festivals, la fête dont les origines plongent dans la nuit des temps, dont Antigone est l'archétype, parce qu'elle est libération, est d'abord profanation.

L'ordre est donc mis en question, qu'il s'agisse de l'Eglise (Institution), de l'Etat, de l'Université et des cadres traditionnels de la société.

Et la fête mène une contestation radicale de tout ce qui se prétend respectable, en fonction des charges assumées, non de la valeur personnelle de ceux qui les assument.

Dieu dont l'Eglise tente d'offrir le visage, est nié. L'Etat vilipendé. L'Université, moquée et les cadres sociaux existants, refusés.

Les papiers gras salissent les pelouses, les massifs de fleurs sont piétinés, les rues déjapées, les arbres abattus, les garçons couchent avec les filles, les gens confondent logorrhée et communication dans une effervescence qu'on appelle « imagination », et les dossiers de la Sorbonne, par inadvertance ou dessein prémédité, brûlent, mettant en danger la toiture de cette Institution vénérable. Enfin le sang coule, car cette explosion ne peut se dérouler selon les règles académiques et les blessés trouvent asile à l'Université.

Cet aspect de la fête, que le Président de la République a qualifié d'un terme malheureux, mais pourtant exact, trouble, inquiète et effraie tous ceux qui sont en place ; quelle que soit leur place ; tous ceux que l'ordre établi, religieux, politique, social, contente ou qui s'en contentent : même si on pourrait ou devrait envisager telle ou telle réforme, etc.

Mais en même temps, ces débordements extérieurs leur masquent le sens profond de la fête, comme si — les abstinentes me pardonneront cette comparaison vinicole — comme si la qualité d'un vin était jugée sur cette écume que la fermentation fait affleurir dans la cuve...

... La fête, je veux dire la ferme volonté de chercher et d'établir un ordre nouveau qui fait éclater les cadres anciens ou le tente... La contestation actuelle rejette aussi bien la

société capitaliste que la société communiste ou plutôt, quand elles sont signifiées par les partis politiques, les met dans la même poubelle, avec une allégresse qui traduit un grand espoir, un peu fou, de libération des aliénations qui pèsent, au cours des âges, sur l'humanité.

C'est cet espoir qui est sous-jacent derrière les mots de relation, communication, participation, cogestion, responsabilité, etc.

Réforme, 8 juin.

Claude Imbert, Georges Suffert :

Drapeaux noirs, drapeaux rouges, drapeaux du XIX^e, regret romantique des temps héroïques que l'on n'a pas connus, rêve fabuleux de recommencer Octobre 17 ! Mais la France n'est pas en guerre, le front russe ne craque pas, personne n'a faim et l'U.R.S.S. expédie des satellites du côté des étoiles. Répétition du passé exprimant dans l'anarchie et le nihilisme une angoisse bien prosaïquement présente : celle de pénétrer dans cette société industrielle où la bataille pour la satisfaction des besoins, le rendement ou le grade est impitoyable. Il y a dans ces barricades qui se voulaient progressistes, comme un cri de frayeur devant un monde dur. En ce sens, la révolte étudiante est une révolte d'hier.

Elle est aussi une révolte de demain. Car sous le psychodrame du XIX^e siècle, les étudiants ont protesté contre une société inachevée : celle des voitures qui ne peuvent circuler, des coins tranquilles de vacances où l'on est 20.000, des entreprises dynamiques dans lesquelles on est seul, de cet anonymat national, et demain planétaire, où personne ne connaît plus personne, et où il ne reste que la « bande ». Celle qui naît au hasard des logements, des « facs », des bureaux ou des souvenirs. Le seul lieu où son opinion ait son importance. Mais uniquement pour le choix du film à voir. A l'intérieur du groupe des « copains », se reconstitue un système de valeurs embryonnaire où chaque homme redevient une personne.

L'Express, 17 juin.

IV. - Le gaullisme et la crise

André Fontaine :

Pour briser les féodalités, il faudrait les rendre inutiles, c'est-à-dire donner à chacun la possibilité de se faire, au niveau où il le mérite, entendre et respecter. A travers la confusion de leurs mots d'ordre et de leurs initiatives, c'est ce que réclamaient fondamentalement les étudiants et à quoi ils ont réussi à faire aspirer nombre d'ouvriers. André Malraux a résumé il y a déjà bien longtemps, dans *l'Espoir*, leur revendication essentielle : « Pour tout dire, voilà : je ne veux pas qu'on me daigne. » Le président de la République a bien dû lire l'œuvre de son ministre préféré ; mais il n'en a pas tiré la leçon. Les méthodes de guerre froide auxquelles il recourt lui ont permis jusqu'à présent, au prix de Dieu sait quels traumatismes collectifs, psychiques et nerveux, de venir à bout des crises que suscite ce dédain où il tient tant de ses sujets. Mais personne ne peut dire ce qui se serait passé cette fois, et d'autres, s'il n'avait pas été là : or il a soixante-dix-huit ans. Soyons sûrs que ce n'est pas ainsi qu'on établit, sur l'amertume des grands rêves méprisés, la paix civile — non plus que les parties « au bord du gouffre » n'ont établi la paix internationale.

Le général de Gaulle a très bien compris que celle-ci ne peut être fondée durablement que sur la désagrégation des blocs et l'interposition dans la confrontation des deux Super-Grands d'une tierce puissance, en l'espèce l'Europe. Il est fâcheux que son comportement à l'égard de ses adversaires en France aboutisse exactement au contraire : c'est-à-dire au renforcement de la division de la nation en deux blocs hostiles. Qui pourtant mieux que lui, pétri d'histoire comme il est, sait à quelles tragédies cette division, depuis cinq siècles, a mené notre peuple !

Le Monde, 2 juin.

Raymond Aron :

Après les émeutes de Berkeley en Californie, le président de l'université se retira. Peut-être le président de Columbia, à New York, quittera-t-il son poste dans quelques mois. En France, le doyen de Nanterre engageait la responsabilité du ministère : le recteur de l'académie n'appelait pas la police sans que le ministre lui-même (où son directeur de cabinet)

ait donné son approbation. Finalement, les enragés de Nanterre mettaient en cause non pas seulement les autorités universitaires mais le gouvernement, le président se la République, le régime lui-même.

Le régime n'a pas créé cette centralisation administrative, proprement aberrante, mais il l'a aggravée. De plus, il a supprimé toutes les soupapes de sûreté. Il a réduit ou supprimé le dialogue avec le Parlement, les partis, les syndicats. La France souffre de la faiblesse de tous les corps intermédiaires, faiblesse que le mode gaulliste d'exercice de l'autorité accentue inévitablement.

Une fois de plus, la crise a mis en lumière la précarité tragique des structures sociales du pays. Même le parti communiste, défié sur sa gauche, a résisté avec peine. En quelques jours, la façade d'ordre, de stabilité, de grandeur s'est effondrée. Le crédit acquis au dehors par la France s'est dissipé au vent de l'émeute. Avec satisfaction ou avec tristesse, les étrangers ont retrouvé la France éternelle, peuple léger, brillant, imprévisible, sur lequel personne ne peut compter, aujourd'hui apparemment apathique et demain sur les barricades, toujours semblable à lui-même en ses retournements soudains.

Le Figaro, 5 juin.

Jean Boissonnat :

La France est-elle une démocratie? Voilà une question qu'il convient de se poser sérieusement après ce que nous venons de vivre. Moins pour s'indigner que pour s'éclairer.

Une démocratie n'est pas seulement une architecture institutionnelle ; elle ne se limite pas à un régime politique. C'est beaucoup plus un état d'esprit, un comportement. Or, il nous faut bien avouer que la crise que traverse actuellement la France montre à l'évidence que notre pays reste, à cet égard, sous-développé.

Le style du gaullisme avait d'ailleurs fait école au sein même des entreprises. Les dirigeants se délectaient d'une pseudo-philosophie sur la « solitude du pouvoir », les grandeurs et servitudes de l'autorité.

A tous les niveaux de la vie sociale, depuis l'école jusqu'à l'Etat, en passant par l'entreprise, on a accumulé les petits conflits qui ont fini par en constituer un gros, lequel a menacé de faire exploser la marmite

Puisqu'aucune soupape ne fonctionne, le moindre différend personnel se transmue peu à peu en conflit social, lequel devient une crise politique, qui dégénère en crise de régime pour, finalement, friser la révolution. Que l'on doive remettre en cause toutes les institutions pour envisager l'hypothèse où M. Mendès-France pourrait remplacer M. Pompidou à la tête du gouvernement, a quelque chose d'aberrant.

La démocratie suppose la reconnaissance des différences, la non élimination de l'adversaire, l'admission du conflit comme réalité sociale naturelle. S'il faut créer un climat de guerre civile pour réformer l'Université, c'est vraiment que les Français ont un besoin, urgent, d'inventer la démocratie.

La Croix, 3 juin.

André Malraux :

Peut-être toutes les civilisations seront-elles un jour mises en question. Encore devons-nous comprendre que si les grèves du 13 mai ressemblent — de loin — à celles du Front populaire, il ne s'agissait pas seulement de grèves, ni au 13 mai, ni au temps du Front populaire, ni à la Révolution d'Octobre. Jamais les grèves capitales ne sont seulement des grèves, et le plus troublant caractère des nôtres, c'est précisément leur lien avec la révolte de l'enseignement supérieur, avec une révolte mondiale et une crise mondiale. Je doute qu'elles se limitent longtemps à la France.

Ces grèves ont été singulières. D'abord, évidemment, par leur étendue, mais aussi par leur absence de haine. Quand on a fait déjà plusieurs révolutions, on ne peut s'y méprendre. Les grévistes étaient rarement armés, les manifestations de masse ne se sont pas affrontées. Elles conduisaient à la guerre civile, mais elles ne la créaient pas. Elles aussi semblaient plus profondes que les revendications de salaires qu'elles soutenaient. Cette répétition générale d'un drame suspendu montrait chez les grévistes, comme chez ceux qui les regardaient passer, la conscience de la fin d'un monde. Même avec des salaires augmentés, notre société n'est pas encore adaptée à la civilisation des machines. Cette adaptation, que le général de Gaulle appelle la participation, nous savons qu'elle sera difficile. Il semble aussi qu'elle doit être longue. Mais rien n'est très

Tandis qu'au Quartier Latin les émeutes se succèdent, neuf millions d'ouvriers se mettent en grève.

long dans un siècle passé des fiacres aux réacteurs atomiques.

Dire que les grèves et la crise de l'université sont le bilan du gaullisme est à peu près aussi intelligent que de dire que l'accident d'un grand express est le bilan de cent ans de construction de chemin de fer.

Discours du 20 juin.

François Honti :

La France a vécu en mai des journées de troubles et de grèves généralisées qui l'ont entraînée au bord de la révolution. Maintenant, à l'heure du reflux, on s'interroge partout sur les causes et les suites possibles de cet événement. Il y a évidemment, au fond, la crise de civilisation perceptible dans tous les pays parvenus au stade de l'économie de consommation. Mais, si l'on se place sur le plan politique direct, on peut se demander comment un régime qui paraissait aussi solidement établi que celui de la V^e République a pu être

ébranlé en quelques jours ? La France de de Gaulle avait la réputation incontestée d'une stabilité politique que beaucoup lui enviaient. Et néanmoins, tout à coup, sans que des signes précurseurs l'eussent annoncé, on l'a retrouvée en proie à l'anarchie et à la paralysie.

Tout le monde est d'accord pour reconnaître que, quels que soient les résultats des élections législatives, la France ne pourra plus être gouvernée, sans risques graves, de la même façon que durant les dix dernières années, que le dialogue doit succéder à l'autorité exclusive d'un seul et qu'une plus grande attention devra être portée aux questions intéressant la jeunesse et les travailleurs.

Le Monde Diplomatique, juin 68.

François Mauriac :

Quel gâchage ! Quelle tristesse que ce moment où la politique étrangère de la France recevait une confirmation si éclatante devienne un des

plus menaçants et des plus tristes, et que cela n'ait compté pour rien dans les décisions de ces prétendus partisans de la paix au Vietnam, au point qu'ils semblent ne pas même comprendre de quoi nous leur parlons quand nous leur en parlons : ce qui donne la mesure de l'abîme entre ceux de leur âge et un Français du mien...

Certes je ne m'étonne pas, je ne m'indigne pas : ces garçons réagissent, à l'entrée de la vie, avec le souci dominant d'un avenir sans débouché où ils ont la hantise de ne pas trouver leur place. Moi, dans mon « illustre retraite », pour parler comme Rimbaud, ma copie remise, je me distrais en attendant la fin, avec des lectures d'histoire, surtout avec cette histoire vivante qu'écrit Charles de Gaulle et dont la réussite « à vue d'œil » est une intense satisfaction pour l'esprit. Comment ressentirai-je ce qu'ils ressentent ? Je m'y efforce pourtant. Je suis tout de même avec eux.

Le Figaro Littéraire, 20 mai.

Raymond Aron :

Tous les pays ont connu des révoltes d'étudiants. Or, en France et en France seulement, cette révolte s'est

amplifiée en une crise nationale. Un mauvais discours du général de Gaulle, une proposition inopportune d'un référendum-plébiscite et, pendant deux jours, le régime a vacillé.

Un discours de combat par un homme de 77 ans et les Français ont retrouvé le sens du réel, les pompes à essence et le chemin des vacances.

Le Figaro, 4 juin.

V. - Gaullisme et communisme

Raymond Aron :

La relation entre parti communiste et pouvoir gaulliste présente quelque ressemblance avec la relation entre Union soviétique et Etats-Unis : mélange d'alliance et d'hostilité, de coopération et de compétition. Encore le parti communiste, ennemi à long terme de l'Etat bourgeois, ne le combat pas, dans l'imédiat, à la manière dont l'Union soviétique combat les Etats-Unis au Vietnam. La diplomatie du général de Gaulle, la dénonciation de l'impérialisme américain, la glorification des mouvements révolutionnaires du tiers monde coïncident « objectivement » avec la propagande communiste. Dans une perspective à long terme, M. Waldeck Rochet préfère avec raison le gaullisme au mendésisme.

Le Figaro, 4 juin.

Etienne Borne :

Le parti communiste et la C.G.T. qui restent, dans leur indissociable solidarité, une force puissante — ils en ont administré l'éclatante démonstration — ne constituent plus désormais l'extrême gauche de l'éventail politique et social. Les mouvements d'étudiants et, dans une mesure plus limitée, de jeunes travailleurs qui ont déclenché la crise et l'ont haussée à son plus haut degré de violence, se situent à la gauche des communistes, se réclament d'idéologies maoïstes et trotskystes ou d'un refus anarchiste de toute idéologie définie et donc contraignante, et ils s'établissent dans un état de vive contestation à l'égard des autorités du parti communiste et des instances du syndicalisme cégé-

tiste, accusées en bloc d'être liquidatrices de tout propos authentiquement révolutionnaire.

Si dans les heures les plus dramatiques de la crise le pire a pu être évité, ce résultat est dû à une sorte de complicité objective entre l'Etat gaulliste d'une part et le parti communiste d'autre part, antagonistes publics, mais menacés l'un et l'autre par une poussée révolutionnaire qu'ils se sont appliqués, ensemble, à désamorcer, chacun avec les moyens qui lui sont propres. Au moment où l'Etat était muet et absent et les autorités publiques partout débordées, si la France paralysée et frappée de stupeur, n'a pas été submergée par la vague, elle le doit au parti communiste et à la C.G.T. qui, faisant preuve de civisme, ont pris courageusement leurs distances à l'égard des « aventuristes », comme ils disent, de la nouvelle gauche révolutionnaire, ont empêché la grève généralisée de tourner à la grève générale, ont maintenu dans le pays un ravitaillement en vivres, gaz et électricité, au point que pendant quelques quarante-huit heures l'ordre public en France s'est appelé Georges Séguy. Et lors du renversement de situation du 30 mai, au moment où l'Etat reprenait voix et autorité, proposant, par la dissolution de l'Assemblée nationale, de proches élections législatives, le parti communiste acceptait aussitôt que sa querelle avec le gaullisme soit vidée sur le champ de bataille légal d'un scrutin démocratique, cependant que la véritable extrême gauche dénonçait les élections « bourgeoises » et criait derechef à la trahison de l'idéal révolutionnaire. On ne veut pas dire par là que gaullistes et communistes ne soient que des ennemis de comédie : leur affrontement est dramatiquement

réel, mais il arrive souvent que l'entente tacite entre des ennemis déclarés permette de sauver la paix, civile ou internationale.

Démocratie Moderne, 6 juin.

André Fontaine :

Par sa position géographique, notre pays est un des éléments-clés de l'équilibre international. Or sa consolidation est l'une des aspirations essentielles de l'Union soviétique, dont l'intérêt évident est que, s'il doit y avoir un changement en France, celui-ci se produise légalement ; il faut en effet pour éviter un retour de tension que Washington ne puisse en aucune manière en faire porter la responsabilité au « communisme international ». Il s'y ajoute que l'appui que donne à certains aspects essentiels de la diplomatie russe une France indépendante dirigée par le général de Gaulle est d'un bien plus grand poids que celui qu'elle pourrait attendre d'une coalition des gauches tiraillée entre MM. Guy Mollet et Waldeck Rochet...

Cette appréciation de la conjoncture internationale a certainement joué un grand rôle dans le comportement au cours de la crise des dirigeants communistes, qui ont appris dans Lénine à « faire l'analyse concrète d'une situation concrète » et qui ont depuis longtemps soutenu sans restriction, au nom de l'unité du mouvement ouvrier mondial, la ligne de politique étrangère de l'Union soviétique et notamment son adhésion à la coexistence pacifique. Elle a aussi joué dans l'attitude du général de Gaulle, qui sait parfaitement à quoi s'en tenir sur ce chapitre.

Le Monde, 2 juin.

L'EXPLOSION DE MAI

Quand le joli mois de mai est venu, la société française a explosé. Brusquement, à partir de la révolte des étudiants, familles, entreprises, appareils politiques et syndicaux, Etat ont vacillé. La formidable contestation n'a pas porté sur leur organisation actuelle seulement, leur principe même a été, souvent, mis en question.

On a vu les choses les plus invraisemblables : se dresser des barricades au Quartier Latin, flotter le drapeau rouge et le drapeau noir sur la Sorbonne et ailleurs, défilé des lycéens, ressurgir le mot Révolution qui avait été banni du langage et des rêves politiques depuis 1955 etc. A Paris — mais aussi dans bien des villes — on n'a plus su à quelles impressions se vouer : on s'est senti transporté par le vent de libération des êtres qui s'était étonnamment levé et transi à la vue du corps social paralysé : les ordures envahissaient les trottoirs, les autos étaient immobilisées au bord des chaussées qui se vidaient, les trains étaient stoppés, les écrans de télé s'éteignaient, le téléphone et le courrier ne fonctionnaient plus, l'argent était bloqué dans les comptes bancaires et postaux. Alors, on a hésité. Oui, on a hésité... ces heures étaient-elles une aurore — l'aurore d'une société inespérée — ou celles d'un crépuscule — le déclin d'une civilisation sans âme, certes : la nôtre, cependant ?

Quand cet étrange mois de mai a fini, la crise a culminé en politique. Autour de Colombey. Après un théâtral suspense de vingt-quatre heures, le Général de Gaulle a dissous l'Assemblée Nationale et convoqué les Françaises et les Français aux urnes par un discours qui restera longtemps dans la mémoire de celles et de ceux qui l'ont entendu.

On en est là. La campagne électorale est en cours.

Comme on le suppose, il ne relève pas des présentes lignes de décrire les épisodes de l'explosion de mai. Même si, selon les régions on a été plus ou moins sensibilisé à leur égard, chacun les a suivis au fil des jours.

Bien plutôt, on doit s'efforcer de caractériser l'événement et de l'expliquer. Certes, cela est présomptueux car la secousse a pris naissance à une telle profondeur du tissu social et elle a déclenché des réactions en chaînes si multiples qu'il apparaît malaisé aussi bien d'en repérer l'épicentre, que d'en inventorier les très nombreux aspects, quand surtout le remue-ménage n'a pas encore cessé. Il n'empêche qu'il faut essayer de comprendre ; n'importe quelle action le requiert.

1. Libération des « répressions »

A bien considérer, il semble que tout — ou quasiment — prend sens à partir d'un mot qui a retenti extraordinairement souvent. A partir d'un mot qui, à certains moments, a eu des accents obsessionnels : la répression. Assurément, c'est une sorte précise de répression que l'on visait en le scandant et en le hurlant. A savoir la répression policière, plus précisément les charges et les bastonnades de policiers dont, dans la tourmente, on a même fini par oublier qu'ils sont, aussi, des personnes. Toutefois, on peut valablement diagnostiquer qu'au-delà de cette forme de répression ce sont toutes les brimades, toutes les contraintes pesant sur la société française et

peut-être sur n'importe quelle société qui ont été mises en question. C'est ce phénomène qui fait que la crise de mai 1968 n'est pas une crise comme les autres, qu'elle diffère tant, par exemple de la crise de mai 1958. C'est ce phénomène qui rend compte que les « machines » sociales n'ont pu l'accueillir et l'exprimer, qu'elles soient syndicales ou politiques, de droite ou de gauche. Comment l'auraient-elles pu quand l'intention fondamentale — fût-elle inconsciente — était de « casser les machines » c'est-à-dire les appareils d'encadrement et les canaux d'expression existants.

Il n'échappe pas qu'en interprétant ainsi cette crise on l'amplifie, peut-être. Si elle a atteint cette profondeur dans l'Université en particulier, si nombre de structures ont été ébranlées — y compris, en quelques points, celles de l'Administration — il est vrai que quelques-unes — non négligeables — ont été exemptes de l'assaut. Notamment, les institutions municipales n'ont pas été contestées ; les régionalismes qui s'éveillent, depuis plusieurs années, sont restés cois. Il n'y eut de « commune » qu'étudiante. Malgré tout, l'hypothèse proposée est sensée. Et s'expliquant à partir d'elle, notamment cet étrange climat de psycho-drame que l'on a souvent perçu à la Sorbonne — bien sûr — mais, aussi, dans les familles. C'est, donc, à partir de cette hypothèse, qu'il faut se demander pourquoi la crise, quel est l'avenir de la crise.

2. Origines de l'explosion

Pourquoi la crise ? Evidemment, comme toujours en matière sociale, les causes sont innombrables :

- il y a les causes *accidentelles* : les erreurs policières (l'intervention dans la cour de la Sorbonne, le bouclage de la Sorbonne, la brutalité, etc.), les erreurs du gouvernement (le va-et-vient de l'autoritarisme au repli, le refus de la sanction normale des erreurs, la crise ministérielle), la situation de l'emploi et le chômage des jeunes, etc.

- il y a les causes *immédiates* : le grossissement de l'effectif étudiant, la multiplicité des réformes universitaires manquées, la diffusion à partir des étudiants en sociologie de Nanterre — en particulier, et du Mouvement du 22 mars — d'une critique radicale de la société bourgeoise : on se souvient du succès du Petit Livre Rouge, voilà quelques mois, et du film de J.L. Godard : « La Chinoise » etc.

- il y a, enfin, les causes *fondamentales*. Puisqu'il est impossible de commenter longuement les précédentes causes, appelons l'attention sur trois causes fondamentales :

La crise de la civilisation occidentale. Ce n'est pas parce qu'à « La Vie Nouvelle » et ailleurs on dénonce cette crise depuis longtemps que l'on peut négliger, aujourd'hui, son rôle capital dans l'explosion de mai.

Cette crise se traduit, bien sûr, par une *crise de signification*. Cette civilisation, qui est celle de la puissance du génie humain, est incapable de donner un sens à l'existence des hommes. Paul Ricœur avait raison d'écrire, voilà trois ans environ : « Ce monde manque moins d'amour que de signification ». Cette crise se traduit par un effroyable trouble dans les rapports entre les êtres. Chacun se sent, seul, incapable de communiquer avec les autres, même lorsqu'il est immergé au

sein des masses ; nous vivons au siècle de « la foule solitaire » a écrit un sociologue américain. Conséquence d'une intronisation mal dominée, de rapports contraignants entre administrateurs et administrés, entre autres. Alors — ô paradoxe ! — que les moyens de communication n'ont jamais été aussi développés, la communication entre les êtres paraît impossible. Cette solitude désespérée explique l'agressivité qui se manifeste dans les rapports de la vie quotidienne et dont la place faite à la violence dans les films les plus récents n'a été que l'expression. Quant à l'extraordinaire jaillissement de parole et de communication spontanée auquel on a assisté, il a été l'expression libératrice de l'isolement malheureux des êtres au fil de leur vie quotidienne elle-même.

— La montée des jeunes dans la société française, qu'ils soient lycéens, étudiants ou ouvriers, le phénomène est certes un trait quantitatif, mais plus essentiellement encore un fait *psychologique* car ce qui est nouveau est, bel est bien, la situation nouvelle faite à la jeunesse dans l'échelle des valeurs.

— L'expansion illimitée des besoins, provoquée par un système économique qui ne peut subsister et prospérer que dans la mesure où, incessamment, il suscite l'insatisfaction.

C'est une loi du capitalisme des sociétés développées que d'être acculé, en permanence, à trouver de nouveaux marchés en accroissant les besoins de consommation.

L'énorme effort de publicité fait auprès des jeunes, au cours des récentes années, le lancement systématique de nouvelles modes, valorisant de nouveaux gadgets, sont les symptômes de ce mécanisme fantastique. Il en résulte, évidemment, un mécontentement constant et une tendance très nette — chez les jeunes — à refuser les cheminements de carrière habituels à d'autres temps.

Il n'est pas besoin de souligner que les trois causes que nous venons de retenir parce qu'elles nous paraissent les clés fondamentales, mériteraient d'amples développements les précisant et les nuancant. Il faut, pourtant, se résigner à ne faire que les citer afin de nous demander immédiatement : où va la crise :

3. Où va-t-on ?

En vue de fournir quelques éléments de réponse à cette question, il est utile de distinguer trois niveaux dans la crise : la crise de la société, le conflit économique-social, le bouleversement politique.

A) La crise de la société

C'est sur celle-ci que nous insisterons, tout spécialement puisqu'elle constitue le phénomène capital. Pour caractériser sa portée et son sens, on peut hésiter entre les trois hypothèses suivantes (encore que chacune représente un élément de la situation).

— Ou bien la crise de mai, quelles que soient ses apparences, est un moment « classique » de la société française. On sait que certains sociologues — Michel Crozier, tout particulièrement — ont mis en lumière la structure *hiérarchisée* de toutes les relations sociales dans la société française. Du coup, cette société oscillée, à tous les niveaux, entre l'autoritarisme de Louis XIV et la fraternité des sans-culottes. Périodiquement, celle-ci tente de mettre bas celui-là. L'explosion de mai est, peut-être, un

épisode déjà vu. Après quelques mois de recherche, de nouveaux rapports interpersonnels, la mise en ordre reviendra-t-elle d'elle-même ? Il ne faut rien exclure, et il conviendrait d'être très vigilant si l'on veut que cette crise soit autre chose qu'un accident cyclique.

À ce niveau, la responsabilité de chacun, à tous les niveaux, est engagée. Il faut se mobiliser pour surmonter le destin, c'est-à-dire le retour à des structures inchangées.

— Ou bien la crise de mai est une *crise de mutation*. On n'ignore pas que la société industrielle du XX^e siècle n'est efficiente que si les relations interpersonnelles et les rapports collectifs et nouveaux types de sociabilité permettent une participation plus active, des comportements moins distancés, et entretiennent une propension plus intense au changement. Il est possible qu'après être entré, depuis douze années environ, dans l'ère de la consommation de masse, le corps social français soit acculé à la métamorphose. Dans cette perspective, il reste à savoir si la crise actuelle est une *crise de croissance* — c'est-à-dire un élan pour entrer dans la société industrielle — ou une *crise de régression* — c'est-à-dire un refus d'accepter les formes nouvelles se contraignant. Sans contester, bien des aspects de la crise ne manquent pas d'être ambigus. Il ne faut rien exclure. Si une partie des Français veulent se modeler sur le défi américain, tous désirent sauvegarder le comportement anti-organisationnel d'Astérix.

— Ou bien la crise de mai constitue le premier surgissement d'une *nouvelle révolution*. Ni crise croissance, ni crise de régression, elle est, peut-être, l'expression d'une rupture, autrement dit d'une volonté d'accoucher d'une *société différente*, conforme à l'éternelle aspiration de la conscience occidentale cette société nouvelle serait « sans contrainte et sans rareté » (François Perroux). Bref, il ne s'agirait nullement de relever le *défi américain* mais bel et bien de relever le défi lancé à la liberté par la rationalité.

C'est un fait que la société industrielle ne fonctionne qu'à partir de processus de production impeccablement organisés. Du coup, chacun se voit assigné un rôle précis et contraint à un comportement raisonnable. Les ordinateurs ont horreur des fantaisistes ; ils ont besoin d'hommes-standards, au moins à ce stade de l'évolution. Cette contrainte de la rationalité est, particulièrement, dure à celles et ceux qui, aujourd'hui comme toujours, ont le cœur romantique.

Il est probablement important de discerner clairement cet aspect des événements. On dit beaucoup trop que « la société de consommation » est en question, les hommes de quarante ans qui furent progressistes le disent et le redisent pour se rassurer car ils ne savent que penser de ladite société. Mais, les jeunes acceptent l'histoire.

Leur quête est de passer au-delà de la société de consommation actuelle, d'en inventer un nouveau type.

Si la crise de mai prend sens à travers cette hypothèse, des questions essentielles, des questions formidables nous sont, désormais, posées. Nous voici acculés à nous demander dans le sillage de la pensée du philosophe américain Herbert Marcuse qui a entrepris une critique de notre système social à partir du freudisme : peut-il exister des civilisations non répressives, c'est-à-dire des civilisations qui libèrent les instincts et soient fondées sur la spontanéité de la vie. Le surgissement d'une civilisation non répressive ne postule-t-elle pas un certain niveau de développement économique. La France l'a-t-elle atteint ? Ces questions ne

doivent pas recevoir de réponses hâtives. Il ne faut pas les fermer expéditivement. Il faut, aussi, oser les poser même si les jeunes doivent en avoir les oreilles agacées. Les adultes doivent oser être adultes.

Or, si la crise de mai a manifesté à quel point les adultes de France ne savaient, dans leur majorité, que choisir entre l'autoritarisme et la démission.

Par ailleurs, il est certain que si nous vivons le commencement d'une nouvelle ère révolutionnaire, c'en est fini de cette société apaisée dont on a fait la théorie depuis quinze ans. Peut-être, la quête anarchiste se manifestera-t-elle par des actions violentes.

B) Le conflit économique-social

Nous insisterons moins sur l'analyse de la crise à ce niveau. Les commentaires ont été plus abondants. L'innovation y est moindre, également, encore que des facteurs nouveaux sont apparus. Attachons-nous à ceux-ci :

— d'abord, il faut souligner, sur ce plan, comme sur les autres, le rôle moteur des jeunes ;

— ensuite, le rôle des moyens de communication de masse est notable. La radio, en particulier, en faisant vivre l'événement dans son instantanéité, suscite des dynamismes conformistes très nets. A partir d'un certain moment, la grève devient la règle ;

— en outre, il est remarquable que les revendications sur l'amélioration du niveau de vie continuent à avoir plus d'audience que celles portant sur la qualité de l'existence. Le peuple français désire, d'abord, l'abondance. Il n'est pas question de lui en faire reproche. Mais, il n'empêche que le temps des revendications portant sur l'aménagement d'un genre de vie plus épanouissant viendra. La C.F.D.T., qui a eu le courage d'axer, dans ce sens, certaines de ses actions, ne manquera pas de profiter, à terme, de son audace. Le temps des luttes pour un bon logement, pour le droit à la culture, pour une vie quotidienne renouvelée, ne tardera pas à se lever ;

— le déséquilibre entre la puissance d'action des centrales syndicales a été manifeste. La C.G.T. s'est une nouvelle fois manifestée comme l'appareil syndical dominant. Les autres centrales ont dû subir son leadership : elles ont été réduites à se « démarquer ». En outre, la C.G.T. s'est montrée, selon les moments, sous des images diverses.

Dans une première phase, la C.G.T. est apparue comme un instrument efficace du maintien de l'ordre, voire comme une force conservatrice encore qu'il conviendrait d'être certain que des revendications salariales économiquement excessives ne dissimulent point une volonté très résolue de mettre à bas le système capitaliste. Dans une seconde phase, la C.G.T. est apparue comme un pouvoir totalitaire n'hésitant pas à conduire certaines grèves selon des méthodes du stalinisme le plus éprouvé — le secrétaire confédéral de la C.F.D.T. a même dû protester contre ces pratiques — et, n'hésitant pas à vilipender les leaders qui lui échappaient tel Cohn-Bendit.

Ce comportement ne peut être négligé.

C) Le bouleversement politique

A ce niveau également, il convient de se résigner à ne citer que les faits nouveaux ou les faits les plus essentiels. Retenons-en cinq :

— comme on le sait, le général de Gaulle n'a pas restauré l'Etat. Face au morcellement de l'Etat — mis en question par la société industrielle elle-même — il

a substitué un pouvoir « charismatique » — et il est évident que ce n'est que par le recours à la magie politique, en ce qu'elle a de plus fascinant, que le Général de Gaulle a surmonté la crise. Simplement, il convient de remarquer que l'existence de ce pouvoir est moins le résultat de la volonté d'un homme que l'effet de la situation d'un peuple dispersé et sans projet. Ce n'est pas ce pouvoir qui a créé la cassure de la nation ; elle lui est pré-existante. Simplement, il la dissimule ou en joue selon les circonstances ;

— comme on ne l'avait pas aperçu, le peuple français supporte mal la stabilité politique. Quand on a décapité Louis XVI on n'entretient plus avec le pouvoir que des rapports complexes : on le haït et on subit sa fascination, paradoxalement. Du coup, on en vient à se demander si notre peuple n'a pas besoin d'exécutif faible et de gouvernement de marais. Il est vrai que des institutions de cette nature ne sont pas — ou sont peu compatibles avec de grands desseins. Mais la crise absolue, chaque dix ans, n'est pas davantage susceptible de rendre crédible de grands desseins. Le défi français doit inventer ses modalités ;

— comme on ne l'avait pas imaginé, quelques-uns ont affiché quelque mépris à l'égard de la solution légaliste que représente le recours aux élections, comme si des solutions de type insurrectionnel étaient admissibles dans la société actuelle. On ne peut même que déplorer que quelques leaders de gauche aient cru devoir cultiver le procès de légitimité de la V^e République. Ils ont suivi le régime sur un terrain dangereux, avec une légèreté inquiétante. On n'ira que de tragédie en tragédie si on s'acharne à ne pas exorciser les démons de la légitimité ;

— contrairement à ce qu'on avait prétendu, depuis plusieurs années, il s'avère que le Parti Communiste Français n'a pas changé. Stalien il était, stalinien il demeure. De plus, au cours de la crise de mai, il est apparu que si le Parti Communiste tenait à accéder au pouvoir par les voies légales il était bien plus disposé qu'on ne le soutenait ordinairement, à exercer le pouvoir. Certains analystes soutiennent même que son but ultime demeure de parvenir à pouvoir l'exercer dans sa totalité et seul.

Cette hypothèse ne peut être négligée. La stratégie de la gauche non communiste est à repenser ;

— enfin, on doit constater l'apparition de minorités mues par une nouvelle théorie révolutionnaire et fort au fait des méthodes révolutionnaires. Comme toujours, ces minorités sont fractionnées en groupes très nombreux. Si certains dérivent directement de l'anarchisme du XIX^e siècle, si certains sont trotskistes, d'autres représentent des courants nouveaux inspirés soit par les guerilleros de Che Guevara soit par Mao. La géographie de ces groupes est difficile à établir et il est impossible de déterminer si, certains d'entre eux ont des connexions internationales. Quoi qu'il en soit, la lucidité... politique exige que l'on soit conscient de l'éventuelle naissance d'une nouvelle extrême-gauche dont l'objectif est de plonger les sociétés développées dans un processus de destruction d'où jaillirait, par auto-création collective, une nouvelle forme de civilisation.

Aux termes de ces premières considérations, soulignons qu'il ne s'est agi que de proposer quelques réflexions schématiques à l'excès afin de situer l'action de chacune et de chacun relativement à une analyse sinon exhaustive du moins d'ensemble.

La Vie Nouvelle.
Le 10 juin 1968.

Les perspectives de l'économie française après la crise de mai 1968

PAR JEAN FLASSANS

IL est sans doute encore trop tôt après la crise de mai pour en mesurer les conséquences d'une manière exhaustive. La lenteur de la reprise du travail et la pause des vacances ne permettront pas d'y voir réellement clair avant octobre-novembre. Aussi bien l'objet de cet article est-il d'abord de faire le point de la situation de l'économie française en mai, de mesurer les conséquences immédiates de la crise et d'inviter à une réflexion prospective sur les perspectives possibles ou probables.

L'économie française en mai 1968

Assez paradoxalement — du point de vue de l'économiste, la crise de mai est intervenue en période de reprise et même d'accélération de la reprise. Les conjoncturistes retrouvaient un certain optimisme (1). Comme le notait J. Plassard « au cours du second semestre de 1967 et au début de 1968 plusieurs impulsions stimulantes se sont succédées, elles ont poussé en hausse la production, mais n'ont pas réussi à susciter un mouvement continu d'expansion. L'évolution peut être représentée par un schéma en marches d'escalier. Ce n'est qu'à la fin mars que le mouvement d'expansion est parti ; à cette époque le climat s'est brusquement retourné. A l'attentisme s'est substitué un mouvement vers les biens réels. Dès lors, l'expansion s'est vraiment confirmée et l'on peut dire qu'elle se prolongera jusqu'à ce qu'un phénomène nouveau vienne l'interrompre ». Dans une perspective à plus long terme les analystes constataient qu'avec la reprise de 1966 qui mettait notre économie sensiblement au niveau des objectifs du V^e Plan, puis le ralentissement de 1967, l'année 1968 voyait de nouveau la tendance reprendre une allure plus conforme aux objectifs à moyen terme (2). En fait tous les éléments de l'évolution économique n'étaient pas aussi favorables. Le taux de croissance de 1967 (4,4 % d'après les estimations révisées en mai 1968 des comptes nationaux) avait été particulièrement faible dans l'industrie (environ 2,7 % en 1967 contre 6,7 % en 1966) principal secteur fournisseur d'emploi, entraînant une augmentation régulière du chômage. La reprise de 1968 qui eut donné d'après les prévisions faites en mai 1968 (3) un taux global de croissance de 5,4 % s'était accompagnée de gains de productivité tels que le chômage continuait à croître pour atteindre au 1^{er} mai 1968 le chiffre officiel de 500.000 chômeurs environ. Par conséquent, à l'actif on pouvait inscrire : une plus grande compétitivité, une productivité en amélioration (grâce à l'important mouvement de restruc-

turation en cours), un rythme à peu près satisfaisant de réalisation des équipements publics prévus par le plan (4) ; au passif, un sous-emploi croissant que les perspectives d'expansion ne permettraient sans doute que de stabiliser, et non de résorber ; à partir du milieu de l'année, une faiblesse persistante de la consommation des particuliers du fait de la faible croissance des revenus et du climat d'insécurité de l'emploi qui rendait notre industrie de plus en plus dépendante de ses exportations ; une rentabilité de plus en plus réduite de la plupart des entreprises sous l'effet de la concurrence — dont les conséquences étaient une réduction des investissements productifs en 1968 ; enfin une tension de plus en plus difficile à supporter pour les finances des collectivités locales.

Mise en cause d'un style de gestion économique

La crise de mai n'a pas été certes provoquée par des revendications essentiellement économiques. Les améliorations de salaires accordées par le patronat lors des conversations de Grenelle sont au contraire apparues à l'opinion comme des satisfactions d'autant plus coûteuses qu'elles devaient détourner les syndicats de travailleurs de revendications portant sur les structures de notre système économique. Pendant la crise, ou après, sont apparus cependant quelques éléments d'explication qui touchent l'économie. On pouvait lire sur certaines pancartes des condamnations véhémentes du V^e Plan ; certains commentaires, y compris ceux d'un parlementaire de la majorité (M. Robert Poujade) désignaient « les technocrates » comme la cause de tout le mal. Il semble que l'on puisse distinguer deux types de critiques : les unes concernent le contenu de la politique économique, considérée comme insuffisamment attentive à la situation de l'emploi (voire responsable du chômage) ; la plupart concernent le style et les méthodes de la gestion économique depuis 10 ans.

Dire que les technocrates sont responsables de la situation qui a conduit à l'explosion de mai n'a pas grand sens, toute décision gouvernementale est politi-

(1) Chroniques d'actualité. — S.E.D.E.I.S., 20 mai 1968.

(2) Economie et Humanisme. Où en est l'exécution du V^e Plan ? Mars-Avril 1968.

(3) « Le Monde » du 29 mai 1968. — « L'Evolution des Comptes de la Nation » (G. MATHIEU).

(4) Pour les trois budgets 1966-1967-1968, le taux de réalisation du plan était globalement de 52,4 pour cent.

que par nature ; dire qu'une décision est technocratique signifie-t-il que les technocrates, ces techniciens que l'on baptise ainsi lorsqu'on ne les aime pas, selon une des définitions classiques, ont trop bien fait leur travail... ? On ne saurait le leur reprocher. Ce qu'il y a de vrai toutefois dans cette accusation mal formulée, tient à ce que les décisions gouvernementales, notamment en matière économique et sociale, correspondent à un style que caractérisent trop souvent l'absence de dialogue et l'excès de centralisation.

Absence de dialogue et goût du secret sont d'autant plus frappants que des institutions de consultation des intéressés existent et que les décisions prises ont de ce fait paru souvent marquer un recul de la volonté de concertation : ainsi la réforme de la Sécurité sociale est-elle expédiée à l'occasion des ordonnances et sans même référence aux conclusions, acceptées pourtant par les syndicats, de la commission des prestations sociales du V^e Plan ; ainsi les mesures, bonnes en elles-mêmes, relatives à la politique de l'emploi en 1967 sont-elles adoptées par le gouvernement sur les recommandations d'un rapport rédigé par le Commissaire Général au Plan mais que le gouvernement se refuse à publier ; ou encore la politique des prix donne lieu à des contacts bilatéraux Etat-patronat sans publicité, dévalorisant ainsi toutes les instances de dialogue existantes (conseil économique et social, commissions du plan...). De même, le gouvernement désigne des comités spécialisés pour suivre l'exécution du plan dans les secteurs des entreprises publiques de la modernisation des structures des pratiques administratives et pour la restructuration des entreprises privées, sans que les documents élaborés fassent l'objet de publication même partielle.

Le procès de la centralisation a déjà été fait trop souvent pour que l'on y revienne longuement ici. Malgré de nombreuses tentatives de réforme, la gestion de l'économie est toujours marquée par la toute puissance des financiers, la primauté des considérations comptables à court terme, l'intervention tatillonne et contradictoire de multiples services, la timidité devant toute modification d'envergure des circuits de décision ; les réformes tentées, notamment en matière régionale sont restées à mi-chemin d'une déconcentration efficace.

A la recherche d'un nouvel équilibre économique

La crise de mai se solde par des décisions immédiates de très grande portée dans le domaine économique et social. L'augmentation des salaires se traduit pour la seule année 1968 par un accroissement de la masse salariale de l'ordre de 15 % très supérieure au taux moyen annuel des dernières années (environ 8 %) ; d'autre part, les grèves équivalent à une perte d'environ 6 points de la production industrielle : compte tenu du rattrapage partiel que l'accélération de la demande intérieure, stimulée par l'injection d'un important pouvoir d'achat additionnel au profit des petits salariés, va provoquer au cours du second semestre, et du bon niveau, de la production agricole attendue, les experts situent entre 2 et 4 % le taux de croissance probable de la production totale en 1968 par rapport à 1967.

De proche en proche, tout l'équilibre économique est menacé. Dans un premier temps le choix est entre

deux risques : le premier est celui de voir le pouvoir d'achat supplémentaire se traduire par une croissance rapide des importations, mettant en cause notre équilibre extérieur ; le second, au cas où d'une manière ou d'une autre seraient freinées les importations, est de voir monter les prix. Le second risque est déjà en voie de se réaliser du fait de l'hésitation du gouvernement à contrôler les prix et de l'empressement d'entreprises du secteur protégé de la concurrence étrangère (commerces alimentaires, bâtiment, services) à anticiper les hausses. Il importe d'en limiter la portée si l'on veut éviter un « rendez-vous » délicat en octobre 68 ou en mars 69 et une nouvelle flambée de grèves et si l'on veut préserver la compétitivité de notre industrie à terme. Du côté des importations le risque est de voir fondre nos réserves de devises ; compte tenu de leur niveau ce risque ne présente pas un réel caractère de gravité d'ici la fin de 1968. Par contre, plus grave est la perspective de voir la concurrence extérieure asphyxier les entreprises françaises elles-mêmes grevées de charges salariales exceptionnelles. Ce risque peut être pallié à très court terme par des avances de trésorerie et éventuellement des détaxations sélectives.

Le gouvernement s'est en fait engagé dans une politique de contingentement modéré et sélectif des importations, d'aide au redémarrage des entreprises, et d'aide à l'exportation. L'action du côté des prix est par contre plus faible et les risques sont grands : certes, les conséquences électorales d'une taxation des prix étaient grandes. L'accès d'une majorité imposante au Parlement rend désormais possible une politique plus ferme.

A un peu plus long terme, fin 68-69, le choix fondamental de la politique économique se situera entre le plein emploi et la monnaie. Le plein emploi dans la stabilité monétaire n'est possible que si la croissance des prix peut être très vite stoppée.

Le plein emploi exigerait, autrement, une politique très active de développement industriel, par accélération des dépenses publiques, notamment dans les secteurs des biens d'équipement, par incitation au développement industriel des régions ou par encouragements publics aux investissements. Du point de vue des moyens de la politique économique, une telle orientation implique un niveau élevé de dépenses budgétaires et sans doute une intervention active de l'Etat en faveur de la création d'emplois — grâce par exemple à la mise en œuvre de nouveaux systèmes de financement — voire à la création de la Banque de Développement Industriel, dont le projet traîne dans les cartons de l'Administration depuis une dizaine d'années et que M. Chalandon paraît vouloir enfin créer. Le financement d'une telle politique ne pourrait être orthodoxe que s'il provenait de l'épargne sous la forme de souscription à un très important emprunt dès la fin de 1968, renouvelé en 1969 ; il paraît difficile d'envisager un succès total en ce domaine du fait que la hausse déjà réalisée de certains prix alimentera sans doute une psychose d'achats, elle-même fort utile à la reprise de l'activité. Il paraît difficile en 1968 et 1969, sinon peu souhaitable, d'éviter la poursuite d'un mouvement de hausse des prix plus élevé que l'on pouvait l'envisager avant la crise, entraînant une baisse de notre compétitivité extérieure provoquant ainsi un déséquilibre croissant de notre balance des paiements.

A l'inverse, la volonté de défendre la parité de notre monnaie peut conduire à une politique de

freinage budgétaire et d'une manière générale à une déflation susceptible de freiner le développement des activités et d'accroître le chômage, sans forcément parvenir à contenir les prix.

De la crise de mai 68 on peut certainement tirer la leçon que la politique économique menée précédemment avait visé une adaptation de notre économie à la compétition internationale trop ambitieuse et insuffisamment assortie de contreparties en matière de sécurité de l'emploi, de garanties de conversion et de garanties contre les risques (chômage...).

L'objectif de plein emploi devra sûrement être défendu avec beaucoup plus de vigueur et constituera certainement une priorité absolue.

La « résorption » de la crise demandera par conséquent un certain temps et semble difficile sans un ajustement monétaire.

Réaffirmer nos options à moyen et long terme

La mise en œuvre de mesures nouvelles de politique économique exige cependant que très rapidement soient revues les grandes orientations à long terme de notre développement.

Il importe d'abord d'intégrer ces mesures dans une perspective à moyen terme qui ne soit un simple replâtrage technique du Plan.

Il y a à cela des raisons de principe comme des raisons d'efficacité.

Sur le plan des principes le gouvernement s'engage dans la voie d'un certain nombre de réformes d'envergure, l'opinion les attend. Si les décisions de base concernant l'orientation de ces réformes — qu'elles concernent la décentralisation universitaire, la « participation » dans l'entreprise, la réforme de l'administration, la réforme du Sénat et du Conseil Economique et Social — peuvent être prises assez rapidement, il est probable que leur mise en œuvre s'étalera sur plusieurs années. Il serait psychologiquement difficilement concevable que ces mesures soient décidées et appliquées hors des enceintes de concertation où s'élabore la politique économique à moyen terme et que leurs conséquences prévisibles ne puissent être prises en compte. Il serait même dangereux politiquement pour le gouvernement lui-même qu'une secousse qui a remis en cause certains des fondements de l'organisation de notre société ne se traduise pas par la définition d'un plan nouveau, largement concerté. Tout programme « discret » passerait pour traduire une volonté d'escamotage des réalités. Toujours sur le même plan, la situation nouvelle créée par les événements de mai implique des choix rapides en matière de politique économique : l'expansion et l'emploi d'un côté, la monnaie et la poursuite de certaines dépenses de prestige de l'autre. L'importance de ces choix, leurs incidences à long terme, sont tels qu'il n'est pas politiquement et psychologiquement concevable que le gouvernement se borne à mettre en œuvre un programme de simple « résorption » de la crise en attendant le VI^e Plan. Il importe, en liaison avec les organisations syndicales, patronales, ouvrières et agricoles, d'établir un nouveau programme concerté, sans doute nettement plus ambitieux que le V^e Plan dans le domaine de la croissance économique pour parvenir au plein emploi sans sacrifier la compétitivité.

Aux raisons de principe évoquées, s'ajoutent des raisons plus pratiques. L'efficacité commande effectivement que, assez rapidement, l'ensemble des « agents économiques » et l'opinion sachent à quoi s'en tenir sur les orientations de politique économique et plus largement sur la voie nouvelle ouverte à la société française. Si l'option — qui nous paraît s'imposer — pour une croissance économique — en particulier industrielle — plus dynamique est retenue, sa mise en œuvre dépendra plus étroitement que par le passé de la coordination des forces économiques et sociales. Une véritable politique contractuelle des prix et des revenus devient en effet indispensable : refusée par le patronat et les syndicats en 1964, une telle politique peut trouver un terrain plus favorable dans la prise de conscience des conséquences de la crise et des perspectives catastrophiques à moyen terme qu'entraînerait une politique économique déflationniste (sous-emploi, crises sociales répétées et finalement crise politique majeure...). Encore faut-il réunir les conditions du succès en ce domaine : ce n'est pas la poursuite de la politique confidentielle des contrats de programme, dont les syndicats ouvriers étaient exclus, qui va le permettre. Seule une concertation ouverte et large, au plan national et régional, peut apporter la clé de cette politique économique et sociale nouvelle.

Le plan est donc à réinventer. Il importe en effet de rénover des procédures qui ont certes rendu des services mais sont sans doute dépassées ; il importe également de réorienter complètement notre stratégie économique. Un nouveau plan s'impose, et non pas une simple révision technique du V^e Plan. Ce nouveau plan devrait sans doute être élaboré assez rapidement. On peut concevoir à cet effet une procédure plus légère que celle qui avait été prévue pour le VI^e Plan. On doit pourtant s'efforcer d'en faire le banc d'essai d'un nouveau style de planification.

La seconde orientation fondamentale — qu'il importe de valider — c'est l'option pour l'Europe. On peut en effet concevoir un développement économique brillant pendant un petit nombre d'années sur un territoire redevenu protectionniste : le stimulant de l'expansion pourrait alors être quelque temps une hausse des prix, si conforme à la pente naturelle des comportements de nos concitoyens. A terme cette politique conduirait à replacer notre économie dans l'état où elle se trouvait en 1958 : inflation, ruine de l'épargne et crise des investissements, dépendance vis-à-vis des institutions financières internationales, retard technologique sans doute irréversible. La crise pourrait au contraire être l'occasion de relancer une conception plus dynamique de la solidarité économique européenne : il y faudrait comme condition la réaffirmation d'une option à long terme et à caractère politique ; il y faudrait aussi le minimum de respect des formes que les instances européennes viennent de rappeler au bouillonnant nouveau Ministre des Affaires Etrangères.

Mai 1968 met la Nation devant la possibilité de procéder à un choix fondamental entre un « new deal » économique et social dans une perspective d'ouverture à l'extérieur et d'union européenne, et un replâtrage semi confidentiel dans le maintien d'un nationalisme dont nous n'avons plus les moyens. Il n'en va pas seulement de l'existence d'un gouvernement, ni du régime ; il y va sans doute de la démocratie dans une société industrielle.

Jean FLASSANS.

ÉROTISME ET SOCIÉTÉ DE CONSOMMATION

PAR RENÉ PUCHEU

Une première version de cet article a déjà été publiée dans la revue « Presse-Actualité », 5, rue Bayard, Paris, publication spécialisée dans des études sur l'information écrite, parlée, télévisée. René Pucheu a apporté à son texte primitif quelques compléments.

Vilà quelques mois, quand 1968 commençait et que, dans la société apaisée qui finissait, les journaux étaient en quête de copie, on s'est fort querellé sur l'érotisme.

Tandis que les esprits qui se veulent libres s'esclaffaient de voir « les ligues de vertu déclarer la guerre à la publicité érotique » (*Combat* 29.1.68), le prédicateur du carême, en la chaire de Notre-Dame de Paris, laissait tomber : « L'érotisme est une « nouvelle Eglise » qui n'aura pas ses martyrs » (*France-Soir* 7.3.68).

Pourquoi ce remue ménage ? Assurément, les faits ne manquaient pas qui manifestaient ce que d'aucuns appelaient « l'escalade de l'érotisme ». On jasant fort sur un certain court roman — « Irène » — qui avait été saisi et sur le succès (40.000 exemplaires) d'un autre roman semi-clandestin — « Emmanuelle ». On était frappé par plusieurs séquences du dernier Godard — « Week-End » — et il était beaucoup question de « Bonnie and Clyde ». Surtout, la publicité avait assaini quelque chose. Pour la première fois, on avait collé au mur un « minet » nu afin de célébrer les mérites d'une marque de sous-vêtement et pour rendre les chemises « Lui » séduisantes on en avait revêtu un corps féminin tenu de près par un beau compagnon brun.

Si l'on revient sur cette querelle de temps que les événements de mai ont rendu étrangement lointains, ce n'est pas afin d'emboucher la trompette sacrée de la morale ou de l'anti-morale. Certes, la diffusion de l'érotisme interpelle la morale et il serait navrant que la morale reste coite. Mais ce n'est pas ici notre propos. S'il est intéressant de réfléchir — fut-ce brièvement et sommairement — sur la situation faite à l'érotisme, c'est parce que ce phénomène n'est ni un accident ni le fruit de volontés intrinsèquement perverses. Il s'insère profondément dans l'évolution de notre société et, à travers sa signification, on peut appréhender les failles les plus essentielles du système social en même temps que quelques-unes des quêtes les plus fondamentales de l'âme des individus et des peuples.

Donc, que signifie la diffusion actuelle de l'érotisme ? Pour répondre à une telle question, il faut s'entendre sur les mots et convenir de quelques distinctions.

Les frontières incertaines de l'érotisme

Tout d'abord, qu'est-ce que l'érotisme ? Il est difficile de le déterminer. En effet, on emploie ce mot à tort et à travers. Pour d'aucuns, il est synonyme de *pornographie*. Pour d'autres, il est synonyme de *sexuel*. Pour d'autres encore, l'érotisme commence quand la sexualité se dissocie de la *reproduction*. A ce compte, nombre de librairies religieuses ont leurs rayons chargés de littérature érotique puisque les essais et les traités sur les méthodes de contrôle de naissance abondent. Peu importe la définition que l'on choisit. L'important est de savoir de quoi l'on parle quand on utilise ce mot. En fait, peut-être est-il possible de convenir que ce mot désigne la « magie de la vitalité, exprimée principalement par l'éveil de la puissance sexuelle » (Schwaller de Lubiég). Encore, ce choix ne résout pas tout. Il faut distinguer.

Georges Bataille distinguait l'érotisme des corps, l'érotisme des cœurs et l'érotisme sacré. Pour nous, présentement, pour nous qui tentons d'apprécier la situation faite à l'érotisme de la vie quotidienne, il est plus opportun de distinguer deux sortes d'érotisme : l'érotisme *esthète* et l'érotisme *publicitaire*.

L'érotisme esthète

Assurément que l'art cultive l'érotisme n'est rien moins que nouveau. En vérité, l'homme étant ce qu'il est, c'est-à-dire un être sexuel, l'art peut-il n'être pas érotique ? La nouveauté est ailleurs. Elle réside en trois circonstances.

D'abord, l'art a, désormais, conscience d'être érotique. Il le *sait*. C'est normal. L'homme du XX^e siècle

est un homme qui sait. Freud est passé par là. De plus, l'art *veut* être érotique. Il tient l'érotisme pour une expérience du sacré, Georges Bataille y voit un itinéraire de l'être pour surmonter la discontinuité. Le surréalisme en avait une conception voisine. Il est clair que l'irruption d'un érotisme sans fard dans le théâtre d'avant-garde — on pense au Living-Theatre, à Arrabal — et dans le cinéma relève de cette approche.

Ensuite, l'érotisme esthète assume une *double suppléance*. Il supplée à la religion et à la politique. En ce qui concerne cette dernière la place faite à l'érotisme dans le *Nouvel Observateur* est significative. Les illusions sur la politique sont perdues. Si la guérilla

fascine, la Révolution ne mobilise plus. A ces mots on va se récrier. On va nous objecter qu'il vient d'y avoir une « révolution de mai ». Pour notre part, nous ne le croyons guère. Si les événements de mai ont constitué une révolution, il s'agissait d'une révolution apolitique. Bien plutôt, il s'agissait d'une tentative de *libération* des êtres plutôt que d'un mouvement révolutionnaire au sens politique du mot. Peut-être de la libération des êtres en viendra-t-on à la révolution de la Cité; ce n'est pas certain. Mais nous reviendrons sur cet aspect du phénomène de mai — qui est d'ailleurs peut-être plus radical encore qu'une révolution. Bref, à travers l'érotisme, la littérature, le théâtre, le

cinéma, l'homme d'aujourd'hui quête de nouvelles frontières. Il cherche fébrilement à exister ailleurs et autrement. Il se demande si le champ, chargé d'interdits, de la sexualité n'est pas celui qui recèle le secret merveilleux qu'il n'a trouvé nulle part jusqu'ici.

Enfin, l'érotisme est désormais diffusé dans de nouvelles conditions et selon de nouvelles voies.

D'une part, nous vivons dans une société décloisonnée. C'est capital. Dans cette société, les idées, les images circulent à une vitesse prodigieuse. Le passage de la recherche des initiés à la diffusion massive est instantané. En un certain sens, on peut dire qu'il arrive à l'érotisme ce qui arrive à la théologie. Les expériences de quelques-uns descendent dans la rue sans attendre. Quelques théologiens imaginent une théologie de la mort de Dieu ? Voilà qu'à la une de *Time*, on lit : « Dieu est-il mort ? ».

Les expériences réservées à des cénacles d'initiés se retrouvent dans les films, les revues, sur les affiches. Au XVIII^e, au XIX^e siècle, Sade était lu par quelques curieux. Le contenu de Sade est sur la couverture de nombreux magazines, dans les films de Godard et de bien d'autres.

D'autre part, naguère, l'érotisme esthète était diffusé par les voies et moyens normaux de diffusion de l'art. Il était sculpture, tableau, littérature. Aujourd'hui, il en va de même. Mais, de plus, l'érotisme esthète s'exprime par le cinéma, la télévision, les journaux. Il a conquis des champs nouveaux et surtout des moyens de pénétration de la vie quotidienne considérables.

Évidemment, l'érotisme au cinéma, l'érotisme à la télévision, mériteraient une étude particulière. Dans le cadre de ces propos-ci, bornons-nous à souligner le développement depuis une décennie de revues faisant leur part à l'érotisme. Sans conteste, cette innovation nous vient d'Amérique. Le modèle introductif a été *Play Boy* dont la conception se résume en quelques mots : des idées et des seins. Dans ce sillage a été notamment lancé : *Plexus* (qui est né de *Planète*), *Lui*, *le Nouvel Adam*. Voilà en ce qui concerne la France. Mais les Français ne sont pas seuls au monde et à la devanture des drugstores, les revues anglaises, allemandes, italiennes qui se multiplient manifestent la dimension internationale du phénomène.

En réalité, il est difficile de tracer la frontière entre les revues relevant de l'érotisme esthète dont le type paraît être *Plexus* et les magazines qui, sous ce couvert, cultivent un érotisme d'assouvissement qui confine à la pornographie. Entre la pornographie qui s'embellit et l'érotisme qui se vulgarise, il existe des marges incertaines. Il faut avoir l'esprit large mais le jugement lucide. Rien n'est pire que la prostitution de l'érotisme parce que l'érotisme exprime la profondeur de l'homme.

Erotisme et publicité

En tout état de cause, l'une des innovations de la société moderne est d'avoir créé une nouvelle forme d'érotisme : l'érotisme publicitaire. Au niveau de la vie quotidienne, c'est celui-ci qui est le plus important. C'est la plus grande aventure et la plus risquée qu'ait connu l'érotisme. D'où cela vient-il ?

Sans conteste de la structure actuelle de la vie économique. Plus précisément du rôle qu'y joue la consommation. Tout le système économique est fondé sur la nécessité que le maximum de consommateurs consomment le maximum de produits. C'est ce qu'on

appelle la société de consommation. En vérité, il y aurait beaucoup à dire sur cette formule qui laisse entendre qu'actuellement la consommation est reine alors qu'elle est peut-être servie. Il faudra quelque jour que l'on réfléchisse sur ce point.

Quoi qu'il en soit, dans son besoin irrépressible de faire consommer, le système économique a découvert quelque chose de capital : que l'homme ne consomme jamais des choses seulement ; à travers les biens, c'est lui-même que l'homme consomme. Dans un ouvrage au titre évocateur — *la Stratégie du désir* — E. Dichter, spécialiste américain des études de marché (1), a écrit : « La psychologie moderne a trop ignoré le pouvoir réel d'expression des objets. Les objets ont une âme. Ils existent en interréaction entre, d'une part, les individus et, d'autre part, les produits et les biens de consommation. L'individu se projette dans le produit. En achetant une voiture, c'est en fait un « prolongement » de sa personnalité qu'il achète. C'est à soi-même qu'il reste fidèle lorsqu'il continue de l'être à une marque de produit ».

Ainsi, toute consommation d'avoir est une consommation d'être et, en fin de compte, toute consommation est intrinsèquement érotique, puisqu'elle vise, ainsi que l'a souligné Violette Morin, la *satisfaction*, le plaisir.

Allons plus loin. Peut-être toute consommation n'est-elle qu'une auto-consommation. Tout vient de là. Tout ? C'est-à-dire cet énorme système qui fait *prendre corps* aux choses et qui réduit les corps en choses ; ce formidable mécanisme d'animation et de « chosification » simultané.

Ce processus mérite assurément que nous en observions quelques aspects. Ne serait-ce que pour détruire l'idée bête que l'érotisation consiste dans l'exhibition de la nudité !

D'abord, faisons une première remarque : l'érotisme publicitaire est une *ambiance*. Il ne réside pas en tel ou tel type d'image. Il est un climat. L'ensemble du système a pour tâche d'exalter « la magie de la vitalité ». Il serait exact d'écrire : de faire miroiter la magie de la vitalité. C'est ce qu'expriment les cinq motifs de base qu'illustrent et que hurlent des millions de gueuloirs : le bonheur, la jeunesse, la beauté, le dynamisme, la réussite. Violette Morin (2) a raison de souligner : « Si l'on considère que l'érotisation publicitaire commence avec la proposition d'être beau, jeune, sain et en même temps heureux, on peut dire qu'il y a de l'érotisme presque partout. Au point de se demander quel pourrait être le produit ou l'objet de consommation quotidienne qui ne nous rajeunirait pas, qui ne nous embellirait pas, qui nous laisserait tel quel. »

Ensuite, il est intéressant d'inventorier les principaux points utilisés pour captiver et capturer le désir du consommateur. Nous en relèverons trois.

Le premier consiste à tout métamorphoser par la femme. La femme est partout. Tout devient femme. La femme est partout parce qu'il faut parler aux femmes. Si la femme est, peut-être, une personne, elle est, assurément, une acheteuse ; ces deux qualités sont, parfois, contradictoires. Laissons cela. Le visage et le corps féminins illustrent les équipements ménagers et, évidemment, les publicités des produits de beauté.

(1) Voir interview dans « Presse-Actualité » n° 28.

(2) Violette Morin et J. Majault, *Un mythe moderne : L'érotisme*.

*Alors que la nudité scandalise, les agressions de l'érotisme publicitaire plus subtiles laissent indifférents.
Aujourd'hui l'érotisme nous investit à tous les moments de notre vie quotidienne.*

Exemples : « Signal » parle aux femmes par une belle dentition féminine ; « Vittel » leur montre le drame d'une jupe qui ne se ferme plus quand on ne consomme pas « l'eau neuve de vos cellules », « la ration jeunesse » ; « Gervais » leur exhibe, en revanche, la grâce d'une taille dénudée sur laquelle tombe le centimètre désormais inutile par la magie du fromage « taille fine » ; « Orlane » leur montre soit la belle silhouette

nue qui résulte de l'achat de Sveltine, soit le visage hiéراتique et offert qui est la conséquence des produits Orlane, etc. Si la femme est partout, c'est aussi qu'il faut parler aux hommes. Négligeons les affiches du Casino de Paris — conviant à la revue « Tentation » ou « Les désirs de Paris ». Aujourd'hui la femme introduit bien d'autres produits : les photocopieurs, les machines à écrire, etc.

Mais, en vérité, la femme ne fait pas que présenter ; elle incarne. En particulier, deux des plus grandes conquêtes du progrès technique ne nous sont plus imaginables que sous ses traits : le voyage aérien et l'automobile.

Pour capter P.D.G. et touristes, Air France a lié son image de marque au sourire d'une hôtesse gantée de blanc. Air France n'est pas seul. Dans les revues, les journaux, sur les affiches et les prospectus, des hôtesse de toutes couleurs, de toutes races convient au voyage et transforment Boeing et Caravelle énormes en une fragile présence. Le seul ennui est que, sur ces images, toutes les filles du monde rient tellement du même rire commercial et stéréotypé que le spectacle en est monotone !

Quant à l'auto, elle s'identifie à la femme. La Renault devient femme sur les journaux. La DS l'est par essence. Quant aux Triumph, elles se présentent à nous dans la foulée d'une Anglaise bottée et minijupée en suggérant : « Ah ! ces Anglaises dont vous rêvez ! », à moins qu'elles n'associent leur profil à celui du corps nu d'une femme aux yeux fixes qui semble soupirer : « *Les irrésistibles triomphent* ».

Le second procédé consiste à jouer de l'homme mâle. C'est même une nouveauté importante. A suivre. L'homme aussi devient chose. Le système publicitaire tend à secréter l'égalité des sexes dans la manière dont il les traite. Au surplus, la mode actuelle du discours sur les méfaits de l'érotisme vient, peut-être, de ce que pour la première fois un publicitaire a osé exhiber un homme nu parmi les placards publicitaires. D'ailleurs, bien des femmes l'ont ressenti de cette manière ; elles ont ri sous cape en disant : « Les hommes sont tels que nous les tenons. Peu de Don Juan, beaucoup de Tartuffe. Ils permettent toutes les affiches exposant le corps féminin. Voyez leur émotion quand ils se voient collés au mur ! »

Quoi qu'il en soit, l'homme sert, comme il se doit, à parler aux hommes, soit que sa silhouette de jeune patron serve à annoncer comment le panneau Rouffian résout « un problème d'aménagement d'atelier » ou qu'il confie qu'elles aiment aussi les hommes qui portent les chaussettes Interwomen », soit que sa mine de P.D.G. fatigué l'incite à aller se récréer chez « le Président ». Mais l'homme sert aussi à parler aux femmes : l'affiche Solimaille susvisée s'adressait aux femmes acheteuses des slips masculins.

L'homme lui-même devient chose. Radicalement, lorsqu'il devient réfrigérateur, tandis que sa compagne est identifiée à la machine à laver. Plus humainement, quand il devient la chose qu'elle conquiert. Ainsi, dans la livraison de mars du journal *Vogue*, on lit : *Les femmes, dit-on, s'habillent pour plaire aux autres femmes, mais aussi pour plaire aux hommes. Pas à n'importe quels hommes : à ceux qui ont de la personnalité, de l'intelligence, du charme ; à ceux qui ont des idées ou qui les réalisent ; ceux dont on parle ou parlera ; ceux qui ont un présent et surtout un avenir.* » Plusieurs des photographies qui accompagnent cette présentation suggèrent le mâle façonné par la femme. Répétons-le, voilà un thème à suivre.

Le troisième procédé consiste à lier consommation de produit et consommation sexuelle. L'exploitation de cette association appelle deux séries d'observations. D'une part, il est notable qu'elle intervient, soit que le produit présenté ait un rapport direct ou indirect avec l'acte sexuel, soit qu'il n'en ait qu'un fort éloigné.

Le premier cas se présente en matière de produits de beauté ou, plus généralement, pour tous les biens concernant l'esthétique corporelle. Exemples : pour s'imposer, « les nouveaux rouges voilés » de Barbara Gould prétendent que « sous leur subtile caresse, vos lèvres seront plus lisses, plus souples, plus vivantes », et ils nous montrent un beau visage féminin renversé, enivré de volupté. Yves Rocher, « l'homme qui met les plantes de la nature au service de votre beauté », décrit la préparation de ses lotions en soulignant qu'entre ses mains de magicien, chaque fleur, chaque épi, chaque bourgeon livre son mystère ». Les lames de rasoir goûtent des évocations analogues. Notamment, la lame Personna se présente de cette manière : « Monsieur, voici la Personna de votre vie. Nouvelle..., sûre d'elle..., elle vient en France pour vous séduire... Rien ne l'arrête..., les barbes plus dures... s'effacent en douceur... ». Quant à Super-Silver Gillette d'« une surprenante douceur », elle insinue : « l'homme qui s'est rasé avec une Super-Silver est définitivement perdu..., perdu pour les autres lames. »

Dans une seconde série d'hypothèses, l'acte de consommation n'a aucun rapport avec la rencontre masculin-féminin. Exemple : la publicité de la cigarette *La Française* ainsi rédigée : « Chaleureux tête à tête, secrète complicité entre elle et lui. Lui, c'est l'homme moderne. Elle, c'est *La Française*, la plus longue des brunes ». Autre exemple, cette publicité d'ameublement : « Il a la jeunesse pour lui, le Mini-Club de Steiner habillé de jersey Nylfrance. Il vous tend les bras. Laissez-vous faire. Vous en mourez d'envie. Et comme on vous comprend. Il est terriblement attirant ... ce salon Mini-Club. Il est jeune, il est beau. Il est discret et il a la peau douce. Sa peau ? C'est du jersey Nylfrance, souple, caressant... ».

D'autre part, l'association est créée par des techniques diverses. Elle peut provenir de la représentation de la rencontre homme-femme qui, elle-même, s'étale sur un registre fort ample. Il y a le discret enlacement des jambes d'hommes et de femmes dont se sert *André*. Il y a la sportive étreinte des skieurs Rasurel dont les tricots assurent « le bien-être avec un pull en moins » et « une parfaite liberté de mouvement ». Il y a le baiser que provoque « Magie Man Tonique » puisque « les femmes préfèrent décoiffer les hommes très bien coiffés ».

Il y a des suggestions plus précises soit par le texte, soit par l'image. Exemple : sous deux visages enjoués et fort rapprochés, on lit : « H.B., la cigarette de la détente... C'est tout le plaisir d'une cigarette longue, longue, qui prolonge encore plus un moment heureux dans l'ambiance capiteuse du tabac blond ». Sous un corps d'homme et de femme, on lit : « Million Look. Cette chemise fera beaucoup pour vous, mais le reste, vous le ferez vous-même. » Sous deux mains enlacées, on lit : « Doit-on garder sa montre « yachtingraf » en toutes circonstances ? De deux choses l'une : ou vous l'oubliez à votre poignée et la conservez dans les moments où l'on n'en est plus à cinq minutes près... »

Mais l'association peut être évoquée, seulement, par le recours au symbole. Parfois, celui-ci est manifeste. Exemple : cette publicité des produits Elisabeth Arden montrant un papillon effleurant la bouche d'une belle endormie. Parfois, il est plus subtil. Il joue de toute la symbolique des formes et des fleurs. Il y aurait toute une analyse à développer de la publicité des rouges à lèvres, des parfums, des briquets, des champagnes, du jeu de la rose, des gants et des cols effilés. Cette analyse serait d'autant plus utile que la nudité

scandalise alors que les agressions de l'érotisme publicitaire plus subtiles, plus intelligentes — mais non moins agressives — laissent indifférents.

Sans conteste, le tableau ci-dessus pourrait être étendu et devrait être précisé. Abandonnons cependant la description du phénomène. Nous voulions suggérer que l'emprise de l'érotisme est bien plus large et profonde que, parfois, on le laisse penser. Il ne se réduit ni aux films suédois, ni à l'affichage du nu, ni à quelques émissions de télévision. Il nous investit à tous les moments de notre vie quotidienne.

A la recherche des significations de l'érotisme

Nous avons cité, tout à l'heure, quelques-unes des causes qui expliquaient ce phénomène. A celles-là, il convient d'en ajouter une autre; particulière, si on peut dire. Le système économique fondé sur le profit. En définitive, une psychanalyse du système tel qu'il est pratiqué et vécu aujourd'hui, ne manifesterait-elle pas que le profit s'est comme intériorisé désormais? Le profit monétaire n'est que l'expression objective d'un échange plus substantiel; ce n'est pas le porte-monnaie de la clientèle que visent les marchands actuels, c'est leur âme. Ou plus exactement, ils savent bien qu'ils n'atteindront celui-là que par celle-ci. L'érotisme des marchands jaillit à cette profondeur. C'est chacun de nous, à chaque instant, qu'ils désirent consommer. C'est de nous qu'ils profitent.

Mais Montaigne l'a dit (or, Montaigne a toujours raison): «Chaque chose a plusieurs biais». Même si un système qui engendre de tels effets — ou plutôt si un système qui repose sur un tel échange — a quelque chose de diabolique, il est un signe de l'homme, il a un sens. Que nous révèlent, donc, de l'homme, les aventures présentes de l'érotisme? Au moins trois besoins capitaux. D'abord, il apparaît que dans l'univers fabriqué, dans l'univers des choses qu'il a engendré, l'homme est malheureux. Il souffre de l'anonymat. Il souffre de ne rencontrer que des choses et des robots. Du coup, chaque fois qu'un sourire se présente à l'horizon, chaque fois qu'il croit apercevoir une présence humaine, il se précipite pour saisir ce mirage. L'homme a besoin de la présence des autres. Quand ceux-ci sont absents, il invente leur présence. Comme naguère au cœur de la forêt primitive, il a cru rencontrer les nymphes des sources et les génies des forêts, dans la Métropole moderne, il ne demande qu'à croire que les nymphes chantent les machines à laver ou les automobiles et que les génies hantent les papiers adhésifs et les réfrigérateurs. L'homme anime l'univers industriel parce qu'il a besoin d'exister avec les autres et, peut-être, de les consommer. L'érotisme publicitaire manifeste cela.

Ensuite, il apparaît que le développement de la rationalité sociale ne tue pas, en l'homme, le besoin d'élémentaire. Il l'exaspère. En serré dans la ville, en serré dans une existence rationalisée et se rationalisant, l'être a un ardent, un formidable besoin de découvrir la liberté et de renouer avec les forces telluriques. Le monde est fini. La nature vierge peu à peu est enserrée, capturée, aménagée. Ce n'est plus la nature que l'homme étirent, ce sont ses signes extérieurs. Du coup, entre quatre murs, il tente de renouer avec le fantastique des espaces infinis, de re-

trouver la liberté dans le jeu de son corps, par son corps. «Cérémonie fastueuse, dans un souterrain», telle est la définition de l'érotisme que propose le dictionnaire du surréalisme. C'est basculé dans un souterrain que l'homme essaye de retrouver la communion à la nature originelle. Une part de l'érotisme publicitaire et de l'érotisme esthète signifie cela.

Enfin, il apparaît qu'à travers «la soudaine turbulence d'Eros», c'est l'amour qui est remis en question, ainsi que le diagnostique Denis de Rougemont qui prétend que «la révolution que nous sommes en train de vivre renouvelle celle du XII^e siècle». A cette époque-là, l'Occident a inventé l'amour — entendons un certain type d'amour — il faut recommencer. Réinventer l'amour? C'est-à-dire réinventer la relation de chaque être à son corps et réinventer la relation entre les sexes. Nous ne pouvons, ici, qu'évoquer cette formidable dimension du problème. L'érotisme publicitaire accélère la crise de l'amour. L'érotisme esthète ne parvient pas à réinventer l'amour. Il y a une tragédie de l'érotisme.

Le malheur, c'est que l'on peut craindre que la folle course actuelle ne permette pas de réinventer l'amour. Si elle n'en permettait que la destruction? Le plus grand risque de la diffusion de l'érotisme n'est pas, quoiqu'on en dise, d'érotiser. Son plus grand risque est de désérotiser.

Peut-être, jamais les hommes n'ont-ils été moins sexualisés et érotisés individuellement. «La permanente veilles érotique tend-elle à décharger la tension sexuelle? Il semble qu'une sur-érotisation aille de pair avec les progrès de la semi-frigidité et de la demi-impuissance», interroge Edgar Morin dans *l'Esprit du Temps*. Est-ce la relation entre les sexes qui est à réinventer ou, plus radicalement, est-ce la sexualisation de l'être qui est mise en question?

Il prend envie de conclure sur ces lignes d'Henri Lefebvre: «La femme déshabillée peuple les affiches, les devantures, les couvertures de magazines, les films. Cette évasion, cependant, ressemble par certains côtés à une névrose généralisée; cette sexualité est triste, cet érotisme fatigué et fatigant, mécanique. Il n'y a rien de véritablement sexuel dans ce déchaînement de sexualité et c'est peut-être là son caractère le plus profond. De ce point de vue, nous ne critiquerions pas l'érotisme parce qu'immoral ou impudique, ou corrupteur de l'enfance, etc. Nous laisserons ce soin à d'autres... Nous critiquerions, dans l'érotisme «moderne» l'absence de sexualité véritable, celle qui suppose beauté et grâce, ardeur et pudeur, pouvoir sur l'objet du désir et, accomplissement...» (3) Voilà bien la véritable question: l'érotisme et à travers lui l'amour, serait-il en train de devenir un spectacle?

Bientôt, les hommes et les femmes ne seront-ils que des spectateurs?

Il est vrai que si la diffusion actuelle de l'érotisme n'était pas que de l'ordre du spectacle, si elle exprimait un véritable déchaînement de la sexualité, la vie sociale ne pourrait, peut-être, subsister. Certes, Hubert Marcuse prétend qu'il est temps de substituer aux sociétés fondées sur «le principe de rendement» des sociétés fondées sur «le principe de jouissance». Mais une libération instinctuelle ne détruirait-elle pas la vie sociale?

C'est une question d'avenir. Elle était, peut-être, au cœur de l'explosion de Mai 68.

René PUCHEU.

(3) H. Lefebvre. « Critique de la Vie quotidienne ».

Sur la pensée politique de Dante et de Balzac

PAR ETIENNE BORNE

Cet article est le premier d'une série d'études qu'Etienne Borne consacrera à la pensée politique explicite et implicite d'un certain nombre de grands témoins de la culture, pensée et témoins dont on s'apercevra qu'ils ne manquent pas d'actualité.

L'AUTEUR de la *Divine Comédie* et l'auteur de la *Comédie Humaine* apparaissent dans l'histoire comme un titant supportant leur monde, ployés, vaincus et grandis par le poids d'une œuvre surhumaine, usurpant sur le pouvoir créateur de Dieu, et aussi anticipant sur le jugement dernier, l'un damnant des papes et emparadisant des hérétiques, l'autre découvrant une pureté mystique dans tel amour de courtisane ou une énergie sainte dans la volonté de puissance d'un aventurier social ou politique. Balzac a admiré Dante qu'il a mis en scène et pastiché dans ses *Proscrits* et dans lequel il a reconnu un génie de synthèse, de rassemblement total du divin et de l'humain, c'est-à-dire une vocation fraternelle de la sienne propre. Etre le Dante du XIX^e siècle aurait été le seul destin à la mesure de la prodigieuse ambition balzacienne : des cercles de l'enfer parisien aux purgatoires des passions provinciales jusqu'aux paradis où s'établissent les âmes prédestinées de Louis Lambert et de Séraphita, c'est bien une *Divine Comédie* qui est la vérité de la *Comédie Humaine*. Et inversement c'est la *Comédie Humaine* d'un Moyen Age tumultueux et violent qui est la vérité de la *Divine Comédie*.

Ce parallèle mènerait assez loin si on le poussait avec exactitude et minutie. Il ne sera question que de la pensée politique de Dante et de Balzac, et des singulières analogies qui se manifestent ici entre les deux plus puissants poètes de la vie collective que nous propose l'histoire intellectuelle de l'Occident.

Dante et Balzac comme tous les créateurs sont des dogmatiques. Le mot célèbre de Balzac : « *il ne suffit pas d'être un homme il faut aussi être un système* », est vrai, et d'une vérité aussi incontestable, pour Dante. Tous deux étaient convaincus que l'art de vivre et plus particulièrement l'art de vivre en société ne se passe pas de certitudes, et décisives et abruptes. Le genre humain, race ignorante mais docile et faite pour l'obéissance, n'a pas de plus impérieux besoin, pensent-ils l'un et l'autre, que d'être enseignée et conduite par des maîtres vers les grandes vérités génératrices de bonheur. Didactisme impur, s'écrieraient les partisans de l'art pour l'art qui sont bien rarement des artisans

de très grand art ; mais bénie soit cette impureté à laquelle nous devons ces deux Comédies, l'humaine et la divine.

Deux politiques anticléricales

Les grands penseurs politiques du passé ont souvent été anticléricaux : Machiavel et Hobbes, Jean-Jacques Rousseau, Marx et Maurras, pour citer pêle-mêle quelques-uns de ceux qui ont eu le plus d'action sur l'histoire des hommes. Dante et Balzac ne font pas exception à cette curieuse règle. Anticléricalisme d'action, car les prétentions temporelles de l'Eglise sont une source de désordre politique. Anticléricalisme de pensée, car de l'Evangile ou de la Révélation on ne saurait tirer sans une étrange confusion d'esprit une science et même une sagesse de la vie politique : ces deux postulats, implicites ou explicites, expriment un refus préliminaire essentiel à la pensée politique de Dante comme à celle de Balzac.

Anticléricalisme de Dante : d'abord guelfe modéré, défait et proscrit en partageant le sort d'une tendance minoritaire de son propre parti, l'auteur de la *Divine Comédie* est devenu plus gibelin que les gibelins de son temps, encore trop italianisés, et qui n'étaient pas impériaux d'une manière assez impériale à son gré. Dans *Le Banquet*, *La Monarchie*, *La Divine Comédie*, Dante mène une lutte acharnée contre les prétentions politiques du Sacerdoce romain. La donation de Constantin que tout le Moyen Age considéra comme une vérité historique n'a été du point de vue de César qu'une lâche abdication et du point de vue de Pierre qu'une intolérable usurpation. Les papes de la fin du XIII^e siècle et du début du XIV^e siècle sont voués au feu éternel pour avoir, tel Boniface VIII, convoité la puissance politique. Pas d'autre salut temporel pour le genre humain que le Saint-Empire romain germanique, le monde uni sous l'autorité d'un maître unique et qui tient le pouvoir suprême non du pape mais immédiatement de Dieu seul, et d'un Dieu qui ne peut

être que le Dieu de la raison naturelle et de la philosophie, puisque l'Empire romain, dont le Saint-Empire est l'héritier légitime, était constitué dans ses structures fondamentales avant la naissance du Christ. Comment dès lors ne serait-il pas autonome et libre de tout lien avec la révélation et le surnaturel chrétien.

Dante ne se contente pas de distinguer banalement le spirituel et le temporel ; il professe un séparatisme radical entre les deux ordres et sa politique est un véritable laïcisme, fondé rigoureusement en doctrine. Ce poète est aussi un docteur dont l'enseignement est que le bonheur temporel de l'humanité est une fin absolue qui ne saurait se subordonner à aucune autre et qui jouit d'une indépendance totale ; le bonheur éternel de cette même humanité est à ses yeux une autre fin absolue, pareillement autonome et qui ne peut se mêler avec la fin temporelle, car deux absolus ne sauraient composer ensemble ou se subordonner l'un à l'autre. De ces principes découlera logiquement une doctrine des rapports ou plutôt d'absence de rapports entre l'Eglise et l'Etat, et qui se trouve résumée dans un style d'abstraction et de vigueur à la fin du traité sur la *Monarchie* :

« *L'homme a eu besoin d'un double pouvoir qui le dirige en vue de sa double fin : le Souverain Pontife qui à la lumière de la Révélation conduit le genre humain à la vie éternelle ; et l'Empereur qui, à la lumière des doctrines philosophiques, conduit le genre humain à la félicité temporelle.* » (1)

L'Evangile, qui n'est pas une doctrine philosophique ne nous a donc rien appris de valable sur la nature humaine et la cité temporelle ; toute science du bonheur humain était dans Aristote, toute sagesse politique était dans la Rome impériale dont il s'agit de seulement perpétuer la monarchie universelle contre les doctrines et les pratiques des clercs abusifs qui pensent théocratiquement le pouvoir des clefs.

Anticléricalisme de Balzac : « libéral » d'abord comme on l'était vers 1820, Balzac a partagé toutes les préventions et tous les préjugés voltairiens contre l'Eglise, la congrégation, les jésuites, le catholicisme politique ; converti plus tard au légitimisme, défenseur à sa manière, fort positive et même positiviste, des intérêts qu'il imagine conjugués du trône et de l'autel, Balzac devenu pleinement lui-même a professé et a incarné dans la *Comédie Humaine* une philosophie politique qui n'emprunte rien au dogme catholique et à la révélation chrétienne et qui demande tout à une observance rationnelle et empirique de la réalité sociale. Balzac croit comme Dante à une science toute naturelle du bonheur temporel humain. Les analogies entre les deux pensées pourraient ici être poussées assez loin en dépit des vastes distances historiques qui séparent Dante et Balzac.

Du pessimisme à l'autoritarisme

La société, selon Balzac, est un organisme naturel soumis à des lois toutes physiques et biologiques, un ensemble de forces vouées à la tension et à la lutte et constamment en péril de dissolution. Cette science réaliste se change automatiquement en sagesse pour prescrire la subordination, la hiérarchie, l'autorité, l'unité, seuls remèdes contre l'anarchie et la désagrégation

toujours menaçantes ; les atomes individuels du cosmos social seraient livrés au chaos s'ils n'étaient retenus ensemble par une plus grande force qui leur impose les disciplines de l'ordre. « Maintenir cet organisme dans un état d'équilibre, le faire *durer*, le faire *vivre*, telle est la fin première que doit se proposer le sociologue ou l'homme politique », écrit Bernard Guyon dans les pages de conclusion de l'étude (2) la plus récente, et aussi la mieux informée et la plus riche en aperçus philosophiques qui ait été consacrée à l'aspect politique et social du génie balzacien, et qui aurait quelque chose de définitif si elle ne s'arrêtait au *Médecin de Campagne*. Le dilemme qui impose une option entre l'anarchie et la monarchie se trouvait chez Dante et il se retrouve chez Balzac, justifié par des raisons très semblables, faites d'un mélange de métaphysique et de science : une société vivra et durera si elle est gouvernée selon la vérité qui lui est immanente et qui se reconnaît toujours identique à elle-même dans l'univers tout entier. Pour Dante comme pour Balzac l'humanité dans son corps social ne saurait faire dissidence du reste du monde où la source du bien est partout dans une unité commandée d'en haut.

Dante aristotélicien, plein de complaisance pour une astronomie passablement astrologique, expliquait que Dieu conduisant le monde matériel et le monde humain par l'intermédiaire d'un unique firmament, il fallait un maître unique pour déchiffrer l'ensemble de ce destin et gouverner providentiellement comme le veulent les astres dans la justice et la paix. Balzac parle plutôt physiologie sociale — et il n'est pas sûr que le progrès soit tellement sensible depuis l'astrologie dantesque — sa philosophie suivant l'expression irréprochable de Bernard Guyon est un panthéisme dynamiste ; l'homme social n'est plus soumis aux astres qui imposent d'en haut une vérité impériale de la politique, mais il doit obéissance à la Vie qui prescrit, sous peine de dissolution sociale, une structure monarchique de la cité. « *Un autoritarisme à tendances totalitaires et antipersonnalistes* », la formule dans laquelle Bernard Guyon condense si vigoureusement la pensée politique et sociale de Balzac vaudrait tout aussi bien pour Dante.

L'autoritarisme dans une pensée politique est toujours la compensation d'un pessimisme sur la condition humaine. Le paradoxe de l'homme (et qui transforme en tragédie la comédie humaine) c'est que, appelé au bonheur par un instinct irrésistible, il est capable de détruire son bonheur par la violence même de son désir de bonheur, cette violence que Dante nomme « cupidité » et que Balzac appelle passion. Le rôle d'une société, et celle-ci remplira d'autant mieux sa fonction qu'elle sera plus autoritaire, sera alors de protéger l'homme contre lui-même. Les conclusions de vérité, les moyens de vertu et de bonheur, « *la cupidité humaine les négligerait si les hommes, comme des chevaux sauvages, n'étaient forcés à rester dans le droit chemin par le fouet et par le mors* » (3), écrit ce même Dante qui dans une image grandiose a décrit l'Empereur de son rêve politique, comme « *le cavalier de la volonté humaine* ». Si la cupidité est à ce point universelle, comment alors l'Empereur ne lui serait-il pas soumis ? Dante répond que l'absolu du pouvoir est l'unique remède au mal du pouvoir et que la toute-puissance

(2) La pensée politique et sociale de Balzac, par Bernard Guyon. Librairie Armand-Colin. On trouvera aussi dans ce livre une histoire passionnément vivante de la formation d'un grand créateur toute mêlée à l'histoire de son temps qu'il ne cesse d'assumer et de dépasser.

(3) De la Monarchie. Edition Landry, p. 193.

(1) Dante, De la Monarchie, édition Landry, chez Alcan, liv. III, chap. XVI, p. 193.

préserve seule du vertige passionné de la puissance : comment celui qui possède le monde et règne sur le genre humain tout entier pourrait-il désirer autre chose ? Le prince alors ne fera que le bien et sera le pacificateur universel. C'est d'un argument du même type qu'a usé Charles Maurras pour justifier une théorie monarchiste, pareillement construite par le jeu d'une raison abstraite sans aucun appel au sentiment, animée semblablement par une défiance systématique de la « cupidité » de l'homme seul.

Balzac raisonne d'une manière moins abstraite, moins scolastique dans le mauvais sens du mot ; mais pour lui aussi, le pessimisme est une source de l'autoritarisme. Le problème politique consiste à faire tourner au profit de l'ordre social cette même volonté de puissance des individus supérieurs qui ne cesse de le contester et de le mettre en question ; les grands destructeurs et les beaux créateurs, Vautrin ou Napoléon, appartiennent à la même race — et Vautrin converti après une dernière incarnation et de bandit devenu policier sera une colonne maîtresse de l'ordre. Il n'y a pas d'autres moyens de guérir ceux qui discutent l'autorité et menacent le pouvoir que de leur donner et l'autorité et le pouvoir, car la passion est toujours la passion, l'homme en vit ou en meurt, il ne la métamorphose jamais et une sublimation, comme on dit aujourd'hui, ne serait qu'hypocrisie. La tourbe des petites passions est tenue suffisamment en respect par l'ordinaire des conformismes et des contraintes sociales qui acculent la multitude à une utile résignation ; les passions fortes et sublimes font les aventuriers, les révolutionnaires qu'une société pour subsister doit proscrire et briser à moins qu'elle ne leur ouvre le chemin de la puissance suprême où elles feront merveille à force d'arbitraire et d'absolutisme. Là où Dante se mystifiait lui-même par un moralisme doctoral et abstrait Balzac, plus lucide, professe un singulier cynisme — illustré, vérifié et condamné par l'histoire des dictatures modernes, car l'Europe a vu pour son malheur, et à plusieurs reprises, le spectacle de Vautrin au pouvoir. Mais si l'appareil métaphysique des discours abstraits est différent, la substance humaine des deux doctrines est assez semblable ; il s'agit toujours de vaincre les cupidités multiples et anarchiques par le moyen d'une cupidité portée à l'absolu — qui se nie elle-même selon Dante et qui s'affirme avec éclat selon Balzac.

Chez Dante comme chez Balzac, on voit donc se dessiner les lignes maîtresses d'une pensée autoritaire et totalitaire mais qui entend s'accorder, et c'est là son trait le plus singulier avec une vision catholique de l'homme et du monde ; nous touchons alors à un complexe politico-religieux dont l'action, et peut-être la malversation à travers l'histoire, ne sauraient être mésestimées.

Le secret du pouvoir

Dante, à la différence de Balzac, a la foi et une foi qui se mêle selon le style médiéval à d'ardentes passions séculières. Nous voyons mieux aujourd'hui que le christianisme a été un agent de dissolution de l'Empire romain et qu'au Moyen Âge les tentatives de résurrection de ce même Empire au profit d'une hégémonie germanique ont été brisées par la papauté dont on peut dire qu'elle a préservé sans toujours s'en apercevoir les chances de la liberté humaine contre les premières tentatives totalitaires. Dante, et c'est en ce

sens que sa pensée est profondément réactionnaire, a refusé d'avouer ces quelques vérités maintenant incontestables et à force de dogmatisme, de syllogismes et de système il a tenté de penser contre le sens le plus évident de l'histoire en faisant de l'idée impériale la solution totale et définitive du problème politique humain. Homme de foi, il lui faut alors enrôler Dieu et le Christ lui-même dans une entreprise de réalisme laïciste.

Dante se fait hégélien avant la lettre et il verra dans le succès de l'Empire romain le signe visible d'une bienveillance et d'une volonté divine ; les victoires continuées de Rome pendant le millénaire qu'a duré son hégémonie sont la preuve visible d'un dessein providentiel ; car le jugement de l'histoire est le jugement de Dieu et les guerres victorieuses de Rome sont une sorte de duel judiciaire où le droit ne peut être que du côté de la force triomphante. Se révolter contre l'Empire ce serait alors entreprendre contre Dieu. Au surplus, Dieu s'est fait homme au moment le plus heureux de l'Empire, ratifiant et consacrant par son incarnation un haut moment de perfection et de bonheur temporels de l'humanité. Comment une telle concordance n'aurait-elle pas valeur apologétique ? Et enfin, le Christ a voulu être condamné par un juge romain, non pas, comme un chrétien moderne aurait tendance à l'imaginer, pour confondre et déshonorer la justice impériale, mais au contraire pour lui apporter l'éclat d'une confirmation divine. Dante va alors fabriquer une curieuse théologie de la Rédemption qui deviendra un thème de propagande politique et qu'il mettra au service de l'idéologie impériale : le Christ s'étant chargé du mal universel, ne fallait-il pas qu'il soit justement condamné pour que le châtement effaçât valablement les péchés des hommes ? Et il ne pouvait être l'objet d'une juste sanction que si le procureur romain exerçait un pouvoir légitime sur le genre humain et au nom du genre humain. Le dogme de la Rédemption, tel qu'en lui-même le change la passion impériale de Dante tourne à l'apologie de la Rome temporelle, charnelle, païenne. Telle est l'audacieuse affirmation de *La Monarchie* : « Si l'Empire romain ne fut pas légitime, le péché d'Adam n'a pas été puni dans le Christ » (4). Un Empire héritier de l'Empire romain peut donc réclamer l'obéissance des chrétiens — puisque le Christ, modèle des chrétiens, s'est soumis librement à la juridiction romaine et dans sa vie et dans sa mort. Dante se montre ici le prince de ceux dont la subtilité ingénieuse a souvent vidé le christianisme de sa substance évangélique en vue de l'accommoder à quelque système de politique temporelle — et en cela, il s'est montré le précurseur de Balzac.

L'auteur de la *Comédie Humaine* se garde certes d'entreprendre sur les dogmes avec la libre familiarité dont usaient plus souvent qu'on ne le croit les hommes du Moyen Âge ; mais il n'a cessé d'interpréter politiquement le catholicisme comme un solide rempart de l'ordre établi. Dante allait chercher au pouvoir des critères de légitimité dans toute une philosophie de l'histoire, l'intention d'établir une continuité impériale qui était comme le doublet temporel de la continuité apostolique. Balzac ne fait pas de si grands détours métaphysiques ; l'absolutisme est à ses yeux son propre critère puisque sa bienfaisance sociale ne fait pas question et le chrétien que la pratique de la résignation fait docile aux pouvoirs établis sera un utile auxiliaire des autorités établies. Les vrais chrétiens de Balzac sont

(4) De la Monarchie. Livre II. chap. 13, p. 150, édition Landry.

préoccupés de philanthropie apolitique ou de vie éternelle et ses mystiques peuvent comme Louis Lambert juger sévèrement une société dans laquelle « *les lois n'arrêtent jamais les entreprises des grands et des riches, et frappent les petits qui ont au contraire besoin de protection* » (5) — mais leur vocation n'est pas de révolte et de réforme. Du même Louis Lambert, Balzac dira « *Sa bonté ne lui permettait pas de sympathiser avec les idées politiques ; mais son système conduisait à l'obéissance passive dont l'exemple fut donné par Jésus-Christ* » (5)

Dante était l'adversaire irrécyclable d'un Sacerdoce politique qui, mêlant spirituel et temporel, ose disputer l'Empire à l'empereur. Balzac est l'ennemi d'un christianisme démocratique qui revendique « *la liberté indéfinie de l'homme ... qui est la mort de tout pouvoir* » (6) — et qui n'est pas authentiquement catholique, mais protestante, c'est-à-dire hérétique. Balzac ici est déjà maurrassien : c'est le génie — tout politique et temporel — du catholicisme que de condamner comme hérétiques les doctrines nuisibles à l'ordre social. Maurras devait reprendre ce même thème d'une identité substantielle entre protestantisme et démocratie. Une formule comme celle-ci « *L'opposition en France a toujours été protestante parce qu'elle n'a jamais eu que la négation pour politique* » pourrait être tirée de *l'Enquête sur la Monarchie* et elle se lit dans Balzac (7). La religion véritable assure la paix publique et la tranquillité des grands et des riches. le bonheur du peuple, car la multitude s'égare et se perd quand pervertie par les poisons démocratiques et protestants elle s'essaie à discuter, à examiner, à douter.

L'homme quelconque, l'homme du commun fait son malheur lorsqu'il entend juger de toutes choses et donc de métaphysique ou de politique. La sagesse catholique triomphe en donnant au peuple des sentiments puissants qui l'empêchent de raisonner ; elle est foncièrement conservatrice. Dante aussi rêvait d'un catholicisme tellement « *spiritualisé* » et donc si ennemi des turbulences et des revendications démocratiques qu'il ne pouvait être que conservateur de l'Empire restauré.

Un rapprochement entre les politiques dantesque et balzacienne doit être mené avec mesure. Dante est autrement chrétien que Balzac — celles que soient les contaminations païennes, arabes, averroïstes que sa pensée a subies : quoi de plus accueillant, de plus sensible aux influences les plus étranges qu'un génie authentique surtout dans l'ordre des lettres et des arts ? Médiéval (encore qu'il soit mal à l'aise dans son temps, toujours plus réactionnaire et plus progressiste que son siècle), Dante reste un moraliste qui se propose toujours d'expliquer, de justifier, de fonder et ne veut donner une adhésion absolue qu'à un pouvoir absolument légitime. Balzac est autrement cynique que Dante et la présente note lui impose un voisinage par instant pénible et forcé. L'apologiste de la Saint-Barthélémy, l'admirateur de Catherine de Médicis a écrit que tout pouvoir était « *en état de conspiration permanente* ». Rien n'eût été plus haïssable pour Dante, le moraliste, que ce mot qui éclaire si vivement non le pouvoir en général, mais le pouvoir totalitaire. S'il avait entendu des révolutionnaires dénoncer « *le complot gouvernemental* » Balzac aurait répondu que tout gouvernement

est un complot. Dante au contraire, a cherché de toute une ardente passion intellectuelle à construire l'idée d'un ordre temporel si raisonnable et si juste que nul n'ait l'envie ni la possibilité en haut, de comploter, en bas, de conspirer. Ce qui fait un abîme entre les deux politiques qui se ressemblent négativement en ceci qu'elles sont, l'une comme l'autre, le contraire d'une pensée démocratique, et qu'elles ne comprennent l'ordre que comme la mise en condition ou la mise en forme d'un matériau humain et populaire par une audace ou un art qui d'en haut intimide et contraint — et c'est Balzac — on organise et séduit — et c'est Dante. Un ordre démocratique récuse la conspiration permanente et l'adhésion sans condition, il réclame de l'homme dans la Cité contestation critique et exigence continuée, il récuse pareillement un pouvoir qui serait coup d'Etat permanent et complot camouflé ou puissance créatrice d'unité et d'unanimité, et il réclame des autorités multipliées, équilibrées, en tension, vivant de service, de dialogue et de consentement, tant il est vrai que c'est le refus d'accorder valeur et poids aux représentations et aux intermédiaires qui donne à la pensée de Dante comme à celle de Balzac une force étonnante, mais au total abusive, parce qu'elles font violence aux libertés humaines et aux complexités de la société.

Il reste que Dante et Balzac permettent de mieux comprendre la constance d'un certain complexe politico-religieux qui définit assez bien une pensée de droite et qui a une vie longue et dure en milieu sociologiquement catholique : idée d'un ordre politique et social aussi stable que l'ordre de la nature et qu'il s'agit de restaurer d'abord et de conserver ensuite ; alliance entre l'homme d'Etat réaliste et le sociologue libre de tout préjugé sentimental, dont le plus funeste est celui du progrès indéfini ; confiance en une science positive de la réalité politique, en apparence inductive et empirique, en fait déductive et abstraite ; mélange d'un anticléricalisme — qui refuse aux clercs le droit d'intervenir dans l'ordre politique et social au nom des valeurs éternelles à sauvegarder, qui traite d'empiètement abusif du spirituel sur le temporel un propos de catholicisme social ou de démocratie chrétienne — et d'un cléricalisme qui entend utiliser les disciplines et les dogmes chrétiens dans le sens d'une garantie supplémentaire pour le fait accompli et l'ordre établi, qui à la limite verrait dans le christianisme la conjonction mal cohérente d'une mystique désincarnée politiquement neutre et d'une sagesse d'établissement et d'installation en ce monde ; tous ces traits composent un système dont la permanence dans l'histoire est peu contestable. Qu'il ait été pensé avec une puissante vigueur par de grands artistes, trahit peut-être tout ce que le système contient d'esthétisme, tout ce qu'il exprime d'effort pour arracher le secret de l'univers politique et le posséder d'un coup en une idée définitive et stable. « *Dieu sans rayons et despote sans gardes* », dit magnifiquement Balzac décrivant Dante dans ses *Proscrits*. Je crains quelque préférence à la tyrannie dans l'art souverain d'un système qui explique tout, et qui invite le prince, empereur ou monarque, à se faire l'artiste, le démiurge organisateur de cette matière, l'humanité collective, en soumettant à l'ordre son chaos originel. C'est trop de superbe pour vraiment comprendre l'homme. Ainsi les tyrannies sont complices. Qu'elles règnent dans l'imaginaire et elles composeront d'admirables Comédies soustraites à l'épreuve de l'action. Qu'elles tentent d'aller jusqu'au réel et elles n'écriront avec la douleur et le malheur des hommes que de pauvres tragédies de boue et de sang.

Etienne BORNE.

(5) Louis Lambert, *Balzac, Pléiade, tome X, p. 405.*

(6) Sur Catherine de Médicis, *Pléiade, tome X, p. 293.*

(7) Sur Catherine de Médicis, *Pléiade, tome X, p. 18, ou encore p. 19* : « *La liberté, non, mais des libertés, oui ; des libertés définies et caractérisées* ». Ce slogan d'Action Française a été inventé par Balzac.

notes de Lecture

En Mai dernier on a pris la parole
comme on a pris la Bastille en 1783.

Michel de Certeau.

● DE LA MONARCHIE A LA DEMOCRATIE

PAR CHRISTIAN Autexier

- Pierre Mendès-France
« Pour Préparer l'Avenir », éditions Denoël
- Jean-Jacques Servan-Schreiber
« Le Réveil de la France » (mai-juin 1968),
éditions Denoël.
- Partage des Pouvoirs — Partage des Décisions.
Revue « 2000 » n° 9.

Deux livres, une revue. D'un côté la réflexion d'hommes de l'opposition, de l'autre celle d'une équipe de jeunes techniciens exerçant des responsabilités dans le domaine de la recherche, de l'action régionale et de l'aménagement du territoire.

Certes, les auteurs du « Réveil de la France » et de « Pour préparer l'avenir » ont voulu faire œuvre plus politique et par là plus polémique et ceux du numéro spécial de la revue « 2.000 » une réflexion plus technique et par là plus précise, mais les diagnostics sont les mêmes : absence de dialogue, absence de partage des pouvoirs, et les remèdes proposés convergent tous, au moins sur un point : la nécessité d'une meilleure participation des citoyens au moyen de la décentralisation régionale.

Et dans notre pays de centralisme outrancier, cette notion de décentralisation était tellement étrangère à nos habitudes de pensée et d'action, qu'il est certain qu'après cette prise de conscience, plus rien désormais ne sera jamais comme avant. Si la situation actuelle dure encore, sans changement, la future crise sera d'autant plus violente qu'elle sera tardive, car « les mutations du mois de Mai ont été telles que les structures françaises ne seront plus ce qu'elles étaient, des attitudes séculaires du pays risquent même de n'être plus des données permanentes pour les constructions de demain » (2.000). « Cette société, le peuple la rejettera un jour ou l'autre, s'il se retrouve muré dans la désespérance » (P.M.F., page 116).

L'ouvrage de Pierre Mendès-France veut être une réflexion politique qui débouche rapidement sur des propositions pour une action immédiate. Son auteur l'a conçu comme un livre de circonstance à partir de discours prononcés pendant la crise, mais il s'agit

de propositions nouvelles qui complètent celles de « La République Moderne ». Pour lui, comme pour l'auteur du « Défi Américain », il est certain que s'il est possible de comparer la situation actuelle en France avec les autres révoltes étudiantes, partout dans le monde, il s'agit en fait de bien autre chose, d'un bouleversement de la vie nationale, et des derniers craquements d'une société qui vacille, puis s'effondre, car elle est fondée sur le refus, refus du dialogue, refus de la participation.

La contestation n'est pas d'ordre quantitatif, pour la recherche d'un minimum matériel, mais il s'agit d'une recherche de la dignité, dignité dans le travail, dignité dans la société, et donc finalement d'une mutation d'ordre qualitatif.

Curieusement, la même comparaison est utilisée par Pierre Mendès-France et Jean-Jacques Servan-Schreiber : La France est intérieurement colonisée, les Français doivent conquérir leur indépendance. Tous les artifices de procédure qui serviront à retarder l'accession de cette indépendance, toutes les mesures qui ne seront que des améliorations matérielles de salaires, de durée du temps de travail, d'abaissement de l'âge de la retraite, sont des mesures inefficaces, car la revendication essentielle est celle de la dignité. Et Pierre Mendès-France fait sienne l'analyse de la C.F.D.T. pendant la crise : « Faire accepter au Gouvernement et aux patrons une augmentation de 30 % du S.M.I.G. et de 10 % des salaires est une victoire pour nous, mais ce n'est qu'une étape. Nous nous battons pour la démocratie dans les usines afin que cesse la monarchie ».

Partant de cette analyse, le leader politique propose un Gouvernement nouveau qui sache intégrer cette mutation, car le risque peut exister d'une opposition extra-parlementaire. Ce Gouvernement nouveau devra appliquer un programme d'action immédiate et de transformation de structures. Il faut abandonner la notion sclérosante de centralisme démocratique, il faut favoriser les mesures tendant à obtenir une décentralisation des responsabilités et même, au-delà de la participation aux décisions, car il n'est pas vrai, malgré la déclaration « du chef de l'État le plus personnel

et le plus autoritaire» que «agir, c'est le fait d'un seul».

Pour œuvrer en ce sens, Pierre Mendès-France propose alors un certain nombre de mesures économiques et sociales d'une grande rigueur financière, car il connaît l'importance de ce point pour un Gouvernement de gauche.

Jean-Jacques Servan-Schreiber de son côté n'hésite pas à parler de révolution. Pour lui le terme de dialogue a été beaucoup trop utilisé depuis deux mois, ce qui le rend maintenant totalement dévalorisé, car le «oui au dialogue» n'a été bien souvent que le cri des conservateurs. Comment est-il possible d'instaurer le dialogue avec ceux qui détiennent le pouvoir, ceux qui ont bâti la politique de la France sur une série de mensonges — mensonge du Front Populaire qui abandonne les Républicains Espagnols — mensonge de Munich — mensonge de la Libération malgré les espoirs qui étaient nés dans la Résistance — mensonge du 13 Mai 1958 ?

Il n'est plus question aujourd'hui d'accepter une autonomie octroyée et fallacieuse, mais de la conquérir pour rétablir un dialogue fondé sur la sincérité et la confiance, un dialogue qui s'épanouisse dans l'action.

Raymond Aron se trompe en jugeant que «le déclinement actuel porte en lui, sur le plan de l'histoire, plus de périls que d'espérances» car Raymond Aron n'a pas compris que si dans certains domaines le mouvement actuel comporte des aspects dangereux et démagogiques, il faut dépasser cette réaction superficielle pour retrouver les bouleversements profonds analogues à ceux qui ont amené la première Renaissance. La Renaissance est une redéfinition de la société rendue possible par l'apparition des techniques nouvelles : hier l'imprimerie, aujourd'hui l'ordinateur.

La deuxième révolution industrielle bouleverse l'ordre social né avec la première révolution industrielle, celle du XIX^e siècle : «Aucune des idéologies du XVIII^e ou XIX^e siècle ne paraît correspondre aux problèmes nouveaux». Nous devons inventer les solutions.

Tout ce passage (chapitre 3) rappelle beaucoup l'appréciation de Willy Brandt, l'ancien bourgmestre de Berlin-Ouest, aujourd'hui Ministre des Affaires Étrangères de la R.F.A. dont le fils est un des leaders des étudiants allemands : «Attention à ce qui se passe en France, ce n'est pas un mouvement d'étudiants comme celui que nous avons chez nous, c'est quelque chose de beaucoup plus profond, c'est peut-être la révolution du XXI^e siècle !».

Jusqu'en Mai 1968, la société française a présenté une extraordinaire résistance aux changements en raison du malthusianisme des groupes dirigeants et de l'acceptation d'une autorité lointaine et indiscutée.

Pour Jean-Jacques Servan-Schreiber comme pour Pierre Mendès-France, l'explosion de Mai 1968 n'est pas principalement un mouvement d'ordre matériel, mais une mise en cause du pouvoir effectif. «L'enjeu des luttes modernes n'est plus la propriété mais vraiment le pouvoir» (page 44).

Certes, il existe un risque d'anarchie mais on distingue surtout dans le mouvement une exigence de dignité et une revendication de responsabilité. Tout se passe comme si l'on quittait enfin la monarchie pour la démocratie, comme si on quittait une société de sujets pour une société de participants.

La démocratie suppose :

- la multiplication des centres d'initiatives et de décisions ;
- l'ouverture des castes et des hiérarchies ;
- la recherche d'un consensus collectif nouveau ;
- la mise en place, sans moule préconçu, d'un pouvoir salarié structuré, devant le pouvoir patronal.

La démocratie doit être recherchée au nom de l'efficacité. Nous avons le choix entre les structures rigides de l'Espagne ou les structures de dialogue de la Suède. L'efficacité économique, au moins, commande de choisir les structures de dialogue.

Certes, choisir le dialogue c'est choisir la confiance :

- confiance dans les communes réorganisées non plus sur le modèle centralisateur et militaire qui est le leur, mais selon les directions dégagées par exemple dans l'important ouvrage du Club Jean Moulin (1) ;
- confiance dans les hommes enfin libérés du paternalisme de l'Etat.

C'est un changement profond de mentalité qui est demandé.

A partir de ces analyses, il importe maintenant de proposer des solutions, ou des choix politiques. L'échec de l'opposition lors du scrutin de Juin découle du fait que l'alternative qu'elle propose n'a pas paru crédible.

«L'explosion de mai aurait fait craquer n'importe quel gouvernement et n'importe quel régime, s'il y avait eu en face une autre option cohérente. Il est clair qu'il n'y en avait pas». (2)

Alors, à quoi sert d'analyser correctement, si l'analyse ne débouche pas sur des propositions pratiques, sur un programme précis et cohérent ?

Pierre Mendès-France et Jean-Jacques Servan-Schreiber proposent des solutions qui ont le mérite d'être concrètes, et qui sont d'utiles compléments aux thèses qu'ils avaient déjà exprimées dans leurs ouvrages.

Il leur arrive souvent de converger. Par exemple sur la nécessité de pousser plus avant, et dans un sens plus progressiste, la construction européenne.

Le premier insiste sur l'urgence «de soumettre aux autres Etats membres, des propositions de politique commune, constituant un achèvement vers une véritable programmation commune» (page 111) ; le second parle de «stratégie commune de développement européen» (page 64). Programmation, Stratégie du développement, l'idée est bien la même.

Mais il leur arrive aussi de diverger. Ainsi, Pierre Mendès-France estime qu'il «est probable que la date du 1^{er} juillet 1968 ne pourra être respectée par la France, sans risques graves» (page 110), tandis que Jean-Jacques Servan-Schreiber semble considérer qu'une telle décision de report de l'échéance serait désastreuse : en favorisant le repli sur soi, elle aurait de graves conséquences sur l'économie française, et il faudrait alors que la France se résigne à sortir du Marché Commun, et «avec la concurrence internationale, disparaîtrait le moteur du progrès» (page 63).

Ils divergent aussi sur la nécessité des fusions et concentrations d'entreprises. L'ancien président du Conseil s'inquiète plus des risques de chômage créés

(1) «Les citoyens au Pouvoir» — Collection Jean Moulin, Le Seuil.

(2) Jean-Jacques Servan-Schreiber, Editorial dans *l'Express*, 24-30 juin 1968.

par ces opérations que ne le fait l'auteur du « Défi américain » qui reprend les thèmes qu'il avait déjà développés dans ce dernier ouvrage :

« Le premier problème d'une politique industrielle pour l'Europe consiste donc aujourd'hui à faciliter la sélection des cinquante ou cent entreprises qui, après avoir atteint une dimension suffisante seraient les plus aptes à accéder au premier rang de la technologie mondiale, dans leurs secteurs ». (3)

Au fond, les deux hommes sont d'accord, mais accentuant l'un et l'autre une donnée particulière et différente des problèmes, ils contribuent à les éclairer, sans qu'une synthèse claire soit déjà acquise. Il faut donc encore pousser plus loin les réflexions.

Pousser plus loin la réflexion, même si elle doit conduire à une contestation profonde de la société, n'est pas le privilège de l'opposition. Le remarquable numéro spécial de la revue « 2000 » a le mérite de poser clairement le problème des structures centralisées de notre pays.

Pour l'équipe de la revue « 2000 », le mal profond dont souffre la France, est d'être organisée selon un système pyramidal, rigide, résistant au changement, symbolisé par la notion abstraite du « Pouvoir », un « pouvoir conçu globalement, et qui par conséquent est souvent remis en cause dans sa totalité ».

Depuis 1789, ce renforcement du Pouvoir au détriment des collectivités locales n'a fait que s'accélérer. On pourrait dire que depuis la Révolution de 1789, celle de la Liberté, l'aliénation (le terme n'est pas employé, mais il résume bien la démonstration) des Français s'est constamment accrue.

Or, disait Charles de Gaulle à Lyon le 24 mars 1968 : « l'effort multiséculaire de centralisation ne s'impose plus », et pour l'équipe de la revue, ceci est devenu vrai, grâce à l'informatique.

Les techniques modernes, et principalement les techniques de gestion, le « management », ont condamné le centralisme et son caractère irrationnel.

« En faisant remonter les décisions, non point vers les unités centrales d'un ordinateur de puissance démesurée, mais vers des ministères qui n'ont pas les éléments nécessaires pour établir une situation complète des effectifs scolaires, et de leur passé universitaire, ou même vers un Ministre de l'Education Nationale, qui en vient à décider lui-même les horaires des visites dans les résidences universitaires, on aboutit à une situation aussi absurde que celle qui confierait directement au président d'E.D.F. la responsabilité de la décision pour remplir ou vider un barrage ».

Tentation de technocratie ? Non. L'usage accru de l'informatique ne remplace pas la décision humaine. Il s'agit, bien au contraire, grâce à une information multipliée, de « responsabiliser » les hommes.

La décentralisation de la gestion, l'amélioration de l'information, sont la condition nécessaire de la participation.

L'informatique permet, par exemple, d'envisager la création de banques d'informations, régionales, coordonnées entre elles, travaillant avec et pour le préfet régional, le Conseil général, les élus, les Chambres de Commerce, les entreprises...

Certes, les communes ne peuvent plus constituer un niveau efficace pour l'exercice de la participation,

mais en même temps, « on devine que la constitution... des nouvelles hiérarchies techniques (telle la NASA, aux Etats-Unis), peut constituer une menace pour les communautés naturelles, qui nécessairement se définissent dans l'espace ». Puisque donc la commune n'est plus une communauté naturelle efficace, « la Région peut être le refuge des libertés locales conçues, non plus comme autrefois, comme des enclos aux frontières précises, mais comme le lieu géométrique des solidarités vitales, et le support d'une autonomie de décision qui conserve une signification dans l'ordre économique ».

La région, quelle que soit la délimitation, (et la revue ne présente pas moins de 16 propositions de découpage !) ne doit pas être un nouveau terrain d'exercice pour la bureaucratie ; elle doit avoir un pouvoir plein, efficace.

« En fin de compte, c'est en poussant très loin les fonctions d'investissement et de planification que les régions pourront acquérir leur vraie souveraineté ».

Les auteurs de ce numéro spécial poursuivent ensuite leurs réflexions dans les domaines de l'Université, de la décentralisation, de l'Administration d'Etat, de l'espace économique, des communes, du pouvoir local (liquidation du vieux mythe du citoyen abstrait), de la planification...

Çà et là, dans cette masse d'idées, des formules accrochent, d'autres choquent (« L'Université sera un outil de développement, un instrument, et un facteur de production » dans la stratégie des développements régionaux), d'autres enfin emportent l'adhésion, car elles se situent très exactement dans les perspectives de la marée de mai. Une sélection de documents sur la décentralisation territoriale, placée à la fin de l'ouvrage, témoigne d'ailleurs de la volonté délibérée de l'équipe de la revue « 2000 », de proposer des remèdes qui correspondent bien aux maladies de notre société.

« Gouverner, c'est vouloir », affirmait Waldeck-Rousseau en 1895 (4), et vouloir, c'est connaître toutes les possibilités qui sont offertes, et choisir celle que l'on estime la meilleure.

La Renaissance, ou si l'on préfère, la Révolution Culturelle, celle qui rend les hommes aptes à redéfinir une société profondément bouleversée par les techniques nouvelles, doit s'accompagner d'un immense effort de réflexion et d'invention. L'apport le plus positif des journées de mai est probablement que la réflexion n'est plus le privilège de quelques réformateurs honteux, mais une fonction dont la nécessité est maintenant reconnue par tous.

« Etre responsable, ce sera aussi devoir résoudre des problèmes qui, du point de vue de Sirius, se prêtent à toutes les diableries de la dialectique, mais qui sur le terrain, exigent plus d'invention que de vocabulaire ». (5)

Si la majorité refuse d'inventer, et si l'opposition oublie de le faire, si l'imagination n'a pris le pouvoir que sur les murs de la Sorbonne, faudra-t-il rester murés dans la désespérance ?

Pierre Mendès-France, Jean-Jacques Servan-Schreiber, et l'équipe de la revue « 2000 » ont choisi d'inventer. Souhaitons qu'ils ne soient pas les seuls !

Christian AUTEXIER

(3) *Le défi américain*, Denoël Ed., page 177.

(4) Voir l'article de Pierre AVRIL, *France-Forum*, mai 1968.

(5) Bulletin du Club Jean Moulin, 14 mai 1968.

● HISTOIRE MONDIALE DE LA FEMME

publiée sous la direction de PIERRE GRIMAL

« Peut-on s'intéresser à l'âme d'une femme de qui les jambes sont trop courtes, irrémédiablement ? » disait Montherlant. Question qui le démode ; irrémédiablement. Car les femmes, aujourd'hui, sont de toutes les fêtes. Des ouvrages scientifiques spécialisés aux émissions télévisées, en passant par la littérature romanesque, elles sont partout présentes. Parmi cette production intensive, mais de qualité très inégale, il est deux gros volumes qui viennent de paraître et dont on ne peut penser que du bien. Ce sont les deux derniers tomes (il y en a quatre au total) de « l'Histoire mondiale de la Femme », publiée à la *Nouvelle Librairie de France*, sous la direction de Pierre Grimal, professeur à la Sorbonne.

Excellente initiative, ambitieuse, courageuse, et qui remplit dans l'édition française, sans doute riche en études fragmentaires, mais pauvre en ouvrages de référence, un vide que l'on pouvait déplorer. L'ensemble des quatre tomes constitue une somme monumentale qui couvre l'ensemble des sociétés au cours des siècles et à travers les continents. Le troisième tome est consacré aux sociétés non occidentales, l'Orient, l'Afrique noire, l'Asie, l'Océanie et l'Amérique précolombienne. Le quatrième aux sociétés modernes et contemporaines.

Pour mener à bien son entreprise, Pierre Grimal s'est, pour chaque domaine abordé, entouré des meilleurs spécialistes ; des sociologues, des ethnologues, des économistes, des juristes et des philosophes ont participé à la rédaction de cet ouvrage. Mais, de ce long et passionnant voyage auquel ils nous convient, quelle conclusion peut-on en tirer ? Peut-on même tirer une conclusion, tant les civilisations décrites sont différentes ? Et pourtant, si. Car en ce XX^e siècle, où l'on commence à s'interroger sur la condition féminine et sur l'égalité des sexes, mais où l'on continue encore de parler de fatalité attachée à l'anatomie féminine, et de prendre pour données certaines postures psychologiques communes aux femmes, Pierre Grimal s'ape, à travers des faits et des illustrations concrètes, certains préjugés et certains mythes qui imprègnent la conscience collective.

Première manifestation : l'asservissement de la femme à l'homme ne serait pas une fatalité naturelle. Pierre Grimal ne nie nullement qu'il existe un monde particulier à la conscience féminine ; « dans tous les temps et dans toutes les civilisations, l'univers féminin diffère profondément de l'autre » ; il ne nie pas non plus que cette domination de la femme soit un

fait indéniable à tel ou tel moment de l'évolution des sociétés ; mais à la lumière de l'histoire qui nous est contée au fil des pages, il apparaît que toutes les phases du patriarcat sont la conséquence de l'évolution sociale, et notamment de l'état économique de la société considérée. Ce serait un expédient face à des conflits extérieurs ; bref, « la mise en tutelle de la femme est un phénomène transitoire, un fait d'exception, de guerre ou de crise qui a fini par se cristalliser et apparaître « comme une nature ». »

Deuxième constatation : La discrimination qui peut exister entre les sexes au détriment de la femme, n'est pas le fait d'une inégalité physique ou intellectuelle ; celle-ci, lorsqu'elle existe, provient de l'inégalité de l'éducation pour les deux sexes. En outre, il ne faut pas oublier que, sur le plan culturel, les femmes ont joué un rôle silencieux mais important ; à travers les danses, les chansons, les contes, ou les travaux d'aiguilles, elles ont été les gardiennes d'un patrimoine précieux ; fait que les féministes en particulier méconnaissent trop souvent.

Ces constatations faites, dans quel sens peut-on penser que la condition féminine va évoluer ? S'il est vrai que dans nos sociétés occidentales les femmes ont conquis l'indépendance économique, dont toutes les autres dépendent, certains spécialistes ne craignent pas d'affirmer que les prochaines générations pourraient bien vivre une régression. Pierre Grimal, quant à lui, est beaucoup plus optimiste ; selon lui, l'état naturel des rapports des sexes, ou du moins « l'état le plus ancien saisissable, comporte une relative indépendance ; et c'est vers cet état naturel que notre société retournerait actuellement. Mieux même : dans le monde entier, la condition féminine tendrait à s'unifier, pour se rapprocher de celle qui est établie dans les sociétés occidentales ; car « la contagion de la liberté est irrésistible ».

Une analyse aussi brève ne saurait, bien sûr, rendre compte de la richesse de cet ouvrage ; et même si les thèses développées par Pierre Grimal n'inspirent pas une adhésion également répartie, elles ne déparent pas un ensemble solide, nourri de faits, agréablement mis en page, somptueusement illustré, et d'une incontestable utilité pour tous ceux qui sont directement confrontés aux problèmes de la condition féminine, les hommes politiques notamment.

Cécile DELANGHE.

— Jacques Blot, romancier —

« *Marthe et Jérôme* » (1) est la première œuvre romanesque de Jacques Blot dont « *France Forum* » publia les premiers articles. Un couple y vit et s'y défait. Les notations précises, objectives, laissent d'autant mieux pressentir quelques énigmes irrésolues qu'elles tiennent à distance les facilités psychologiques. La qualité délicatement insolite de ce roman laisse espérer que d'autres œuvres ne tarderont pas à confirmer le jeune talent de Jacques Blot, tout en lui donnant encore plus d'ampleur.

(1) Edit. du Seuil.

LES EQUIVOQUES DE LA COLERE

par Etienne BORNE

R IEN ne sert mieux la cause de l'ordre que les révoltes avortées et les révolutions manquées. Méphisto l'explique lui-même dans le célèbre texte goethéen auquel il arrive au général de Gaulle d'emprunter philosophie et tactique : cette force de subversion et de négation, qui ne cesse de vouloir le mal, et qui s'était si dangereusement manifestée en mai, voici qu'elle a été une fois de plus contrainte de servir malgré elle au triomphe du bien ; le système gaulliste, pour un peu de temps vacillant, se retrouve mieux établi qu'il ne l'a jamais été ; l'opposition qui fugitivement avait cru changer d'état et toucher aux rives du pouvoir est rudement ramenée par les récents scrutins à une condition qui menace de se révéler éternelle ; les Facultés occupées, bastions de la révolte étudiante, défaits révolutionnaires au reste de la société, tombent l'une après l'autre dans des petits matins fades et décolorés ; l'opinion publique traumatisée par les émeutes, les grèves, les barricades retrouve enfin, avec les routes des vacances bourgeoises et populaires, ce niveau moyen de sécurité qui tient lieu de bonheur à chacun et à tous. Et pourtant l'énorme événement a eu lieu, la vaste colère d'une jeunesse entrée en dissidence, contestant les structures, les appareils, les autorités, congédiant comme on répudie un héritage mort, avec la raison des pères et des maîtres, la rationalité même d'un ordre social contraignant et hiérarchique. Cette irruption d'une vitalité qu'un adulte, dans un langage incompris des neuves générations, dirait irrationnelle, ne saurait être effacée comme si les consolations de juin rataient providentiellement la désolation de mai ; le flot qui a monté, écumé peut prendre des figures imprévues, mais le reflux ne viendra pas qui annulerait la marée.

T EL qu'il a été, pratiquant l'escalade, allant de la contestation universitaire à la mise en question du pouvoir gaulliste et enfin au refus de la société dite de consommation, le mouvement étudiant voulait être un tout aux éléments indissociables, un seul et même élan vital n'appelant en définitive que deux sortes de réactions globales, l'absolu du « non » ou l'intégralité du « oui », et de fait la plupart des adultes qui ont parlé publiquement du mouvement étudiant sont entrés dans ce jeu affligeant du tout ou rien, où finissent par se perdre jugement et sens critique. Quelques-uns, disant tout haut ce que beaucoup pensaient tout bas, ont répété un mot tombé de haut et crié à la « chienlit », évoquant ainsi, littré en mains, et la souillure de quelques locaux publics saccagés et la mascarade d'un psychodrame dont les acteurs défoulaient tous leurs instincts dans un symbolisme d'autant plus provocant qu'il était sans prise directe sur la réalité. Polémique irritée et irritante qui s'en tient à certaines apparences et ne va pas au fond des choses. Par contre, et c'est une piètre compensation, d'autres ont été illuminés ou plutôt enfiévrés d'une étrange grâce et, transportés au-dessus d'eux-mêmes par la révolte étudiante, ont salué en elle la promesse d'une sainte apocalypse qui, parce qu'elle leur donnait du cœur pour maudire et prophétiser, était bien capable de renouveler par surcroît la face de la société. Une certaine démagogie cléricale (et combien d'universitaires, tout laïques qu'ils se croient, ont des mentalités et des passions de clercs) a rompu toutes les digues, reconnaissant le souffle de l'Esprit dans les pires délires verbaux, bénissant et canonisant en bloc ce pélemêle d'idéalisme et de violence, ce tohu-bohu de générosité et d'insolence, ce mixte d'exigence et de mépris dont les vibrations équivoques caractérisaient la colère de la jeunesse étudiante. Et ce parti-pris apologétique, qui fournira

à la postérité quelques incroyables échantillons d'infantilisme théologique, ne vaut pas mieux, faute aussi de sens et de bon sens, que les sévérités sommaires et simplistes des pères nobles scandalisés.

C ES lectures contradictoires de l'explosion de mai ont tout ce qu'il faut pour plaire à un mouvement qui tenait à susciter en dehors de lui ou la condamnation et donc la répression qu'il sollicitait pour se confirmer dans sa résolution contestante ou au contraire l'approbation sans mesure, complice de sa propre démesure et qui, comme les transistors des nuits d'émeute lui renvoyait en l'amplifiant sa propre colère. Et pourtant, en cette conjoncture dramatique, le radicalisme des jugements antagonistes manque la vérité du mouvement étudiant. Avancer qu'une révolution est suivant le mot fameux « un bloc » à prendre ou à laisser, c'est se vouer à la triste alternative des refus aveugles ou incompréhensifs ou de l'adhésion passionnelle dans la confusion mentale. On l'a écrit dans cette revue, dès les premiers prodromes, le mouvement étudiant est ambigu, foncièrement, tragiquement, et il charrie d'un même flot, parfois mal discernables l'un de l'autre, le meilleur et le pire. Ce langage, que les activistes du mouvement livraient aux huées en le disant de dissociation et de division, pourrait cependant comporter plus d'intelligence de la colère étudiante que l'enthousiasme plat des discours courtisans dont les plus engagés des étudiants finiront par découvrir comme le disait récemment l'un d'eux « l'abaissement maoïste ».

T OUTES les valeurs du mouvement étudiant étaient belles et bonnes jusqu'au moment où, prises de vertige, elles se retournaient suicidairement contre elles-mêmes. La solidarité est admirable lorsqu'elle fait d'une jeunesse rassemblée une même contestation et une même interrogation, mais non pas lorsqu'elle contraint les raisonnables ou les timides à s'aligner de force sur une poignée d'engagés et d'aberrants ; l'appel à la parole libre, à la discussion sans limites est la redécouverte d'une sorte de démocratie spontanée, mais qui se détruit elle-même dès lors que le discours ordonné et le dialogue se trouvent sacrifiés au pullulement sans contrôle des cris et des slogans à cette surenchère de la violence verbale qui annonce la mort de la parole libre ; l'unité vivante d'une diversité, la multiplicité des drapeaux sont certes la vérité d'une communauté humaine, mais cet heureux pluralisme se change en sa propre caricature si la frénésie de négation l'emporte d'avance par sa puissance explosive sur toute proposition edificatrice, si les emblèmes ne sont choisis que pour leur vertu d'épouvantail et si ce que le rouge signifie encore d'épopée ouvrière et d'espoir libérateur est aussitôt contredit par le voisinage et la contamination d'un noir qui ne rayonne plus que le non-sens d'une liberté nihiliste ; enfin les activistes du mouvement étudiant n'avaient pas tort de hausser la politique jusqu'à la métaphysique en proclamant que la révolution est vérité ; excellente formule s'il s'agit de disqualifier les lâches résignations et les assoupissements honteux — mais on peut redouter que l'équivoque raccourci fasse écho à quelque bas nietzchéisme et qu'il exprime une insurrection contre toute vérité jugée aliénante. Auquel cas il faudrait rappeler que la colère est sage quand elle brise les idoles, mais qu'elle tue follement sa propre inspiration lorsqu'elle ne veut pas savoir que la vérité seule est révolutionnaire.